



CONSEIL COMMUNAL DU 24 AVRIL 2025
GEMEENTERAAD VAN 24 APRIL 2025

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

2 Point en urgence à l'ordre du jour - Nouvelle loi communale - article 97 (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, article 97 ;

Vu son règlement d'ordre intérieur, article 37 ;

Considérant que l'urgence est motivée par la période de test des dispositifs de caméras soumis à l'accord du Conseil ;

DÉCIDE

D'inscrire le point "Utilisation de caméras mobiles sur des drones, DIAB (Drones in a box)" à l'ordre du jour de la présente séance du Conseil communal.

Dringende punt aan de agenda - Nieuwe Gemeentewet - artikel 97 (Aanvullend)

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 97;

Gelet op zijn huisoudelijk reglement, artikel 37 ;

Overwegende dat de hoogdringendheid wordt ingegeven door de testperiode voor de camera-systemen die ter goedkeuring aan de Raad worden voorgelegd;

Beslist

het punt "Het gebruik van mobiele camera's op drones, DIAB (Drones in a box)" op de dagorde van de huidige zitting van de gemeenteraad te zetten

3 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27.03.2025 - Approbation

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;

Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;

Vu le projet de procès-verbal ;

DECIDE

d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27.03.2025.

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 27.03.2025 - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikelen 108 en 108bis

Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikelen 49, 50 en 51 ;

Gelet op het voorstel van proces-verbaal ;

4 **Communications : Liste des marchés publics - Nouvelle Loi communale, article 234 §3**

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

- **#002/11.03.2025/B/0015#** - Fourniture de vin mousseux, vin rouge et vin rosé pour les différentes réceptions organisées par l'Administration communale pour l'année 2025 - Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/11.03.2025/B/0020#** - Désignation d'un avocat en vue d'assister l'administration dans une éventuelle procédure disciplinaire
- **#002/11.03.2025/B/0021#** - Désignation d'un avocat en vue d'assister le service Urbanisme dans l'analyse d'une demande de permis modificatif
- **#002/11.03.2025/B/0027#** - Marché d'un montant 30.000 Euros à 140.000 Euros - PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICATION PREALABLE - Achat d'équipements vestimentaires et de matériels/accessoires pour les Gardiens de la Paix, marquage compris - CSC n°1/2025.
- **#002/11.03.2025/B/0038#** - Maison Communale - Application d'un hydrofuge suite aux infiltrations en façade - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/11.03.2025/B/0039#** - Pavillon Collin - Travaux de démolition – Coupure des raccordements aux réseaux gaz et électricité - Acceptation de l'offre SIBELGA
- **#002/11.03.2025/B/0047#** - Acquisition d'un camion pour paveurs (Remplacement du véhicule n°43) - Marché de fournitures par Procédure Négociée sans publication préalable - Fixation des conditions - Approbation de la dépense et du CSC - Désignation des firmes à consulter
- **#002/11.03.2025/B/0048#** - CS Blankedelle - Rénovation de la toiture plate du bâtiment maternelle - Signature de la fiche projet Sibelga (Renoclick) - Étude de stabilité - Approbation de la dépense
- **#002/11.03.2025/B/0049#** - Commande à Igretec de divers rapports d'opportunité/programmation et d'études de faisabilité
- **#002/11.03.2025/B/0050#** - Fourniture et placement d'un tapis amortissant pour la petite plaine de jeu intérieure de la section maternelle au cs du Blankedelle - Marché de faible montant - Désignation de l'adjudicataire - Modification budgétaire
- **#002/11.03.2025/B/0051#** - Fourniture et placement d'un portail automatique à l'entrée du cimetière communal et installation d'un clavier permettant d'ouvrir la porte d'accès à la morgue - marché de faible montant - Fixations des conditions - Approbation de la dépense et du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter
- **#002/11.03.2025/B/0052#** - Remplacement de dalles amortissantes à la crèche des Poneys - Marché de faible montant - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/11.03.2025/B/0055#** - Petite Enfance : Mise en place d'un service de langes lavables dans les crèches communales - approbation des conditions et du mode de passation du marché de services de faible montant.- report du 04/03/2025
- **#002/11.03.2025/B/0064#** - Fourniture de matériel de signalisation - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Marché stock - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/11.03.2025/B/0069#** - Installation du service VPN sécurisé à deux facteurs (2FA) - Appel au prestataire IRISteam pour la mise en place - Souscription et approbation des dépenses - Procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire

- **#002/18.03.2025/B/0034#** - Désignation du fournisseur de vêtements de cérémonie pour le cimetière et approbation de la dépense - Marché de faible montant conclu par simple facture acceptée.
- **#002/18.03.2025/B/0050#** - CS Souverain - Secrétariat - Contre-cloison isolée - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Complément
- **#002/18.03.2025/B/0073#** - Achat d'un compresseur pour les balayeurs - Voirie - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Approbation de l'adjudicataire
- **#002/18.03.2025/B/0075#** - Achat et placement de feux espagnols - Procédure négociée sans publication préalable - Marché stock - Fixation des conditions - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter.
- **#002/18.03.2025/B/0076#** - Acquisition d'outillage voirie - Marché de fournitures par procédure négociée sans publication préalable - Fixation des conditions - Approbation du CSC et de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/18.03.2025/B/0077#** - CSC n° 9/2023 - Rénovation des trottoirs à l'identique - Marché stock - Approbation du devis d' EUROVIA BELGIUM S.A. pour la rénovation du trottoir (côté du Parc Ten Reuken) à l'avenue du GRAND FORESTIER.
- **#002/18.03.2025/B/0078#** - Fourniture de deux containers poubelle pour le Centre Culturel - Marché de faible montant - Approbation de la dépense
- **#002/18.03.2025/B/0080#** - Réparation de la porte d'entrée de la bibliothèque du Centre - Marché de faible montant - Approbation de la dépense
- **#002/18.03.2025/B/0081#** - Travaux de réaménagement de la clôture de la plaine de jeux du square Van Lindt - Marché de travaux de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/18.03.2025/B/0083#** - Crèche communale "Les Chatons" - Achat d'un aspirateur balais - Marché de faible montant sur facture acceptée.
- **#002/18.03.2025/B/0114#** - Cybersécurité - audit et formulation de l'état de besoin
- **#002/25.03.2025/B/0010#** - Fourniture de savon écologique pour les mains pour les services communaux et le CPAS - Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/25.03.2025/B/0029#** - Marché public de faible montant (26.000€) - Achat d'équipements de cuisine, installation comprise - CSC n°2025/02.
- **#002/25.03.2025/B/0038#** - Logiciel de gestion digitale des flux de dépense de l'application Acropole comptabilité de Civadis + logiciel de signature électronique Nitro - Procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/25.03.2025/B/0049#** - Commande à Igretec d'une étude de faisabilité pour une rénovation de la maison communale limitée à la mise aux normes PEB
- **#002/25.03.2025/B/0050#** - Désaffectation des parcelles T1 et X au cimetière communal - Marché de Faible Montant - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/25.03.2025/B/0051#** - I.A.P.S. - Remplacement des châssis (phase 6) - Procédure négociée sans publication préalable - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/25.03.2025/B/0052#** - Placement de dalles amortissantes à la crèche des Chatons - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/25.03.2025/B/0055#** - Animation de 2 ateliers mangas à la bibliothèque du centre les 14/06/2025 et 08/11/2025: Désignation d'un prestataire - Marché de faible montant.
- **#002/25.03.2025/B/0056#** - Contrat de maintenance entre la Commune d'Auderghem et la société Bibliotheca pour la Bibliothèque du Centre
- **#002/25.03.2025/B/0057#** - Désignation d'un prestataire pour l'animation d'un atelier de création de boîtes de jeux en origami - Marché de faible montant
- **#002/25.03.2025/B/0058#** - Organisation d'une rencontre littéraire le jeudi 22/05/2025 à la bibliothèque du Centre suivi d'un drink - Désignation de prestataires - Marché de faible montant
- **#002/25.03.2025/B/0067#** - Crèche communale "Les Chatons" - Achat d'un aspirateur balais - Marché de faible montant sur facture acceptée.

- **#002/25.03.2025/B/0081#** - IAPS - Achat de mobilier pour le secrétariat - Marché de faible montant sur simple facture acceptée
- **#002/01.04.2025/B/0005#** - Modification budgétaire - Achat de mobilier + de matériel informatique pour la bibliothèque francophone - oubli inscription budget extraordinaire 2025
- **#002/01.04.2025/B/0007#** - Fourniture de café, lait, sucre pour les réunions organisées au sein de l'administration communale – Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/01.04.2025/B/0011#** - Isidore Geyskens - Mission d'architecture relative à la rénovation d'une maison unifamiliale à vocation sociale - Marché de reprise de mission - Marché de faible montant - Relance du marché
- **#002/01.04.2025/B/0016#** - Triomphe 160 - Ingénieur en techniques spéciales - Lemaire Ingénieurs (Ellyps) - Prestations complémentaires
- **#002/01.04.2025/B/0033#** - Crèche Communale "Les Mômes" - Réfection des sols - Déménagement - Désignation de l'adjudicataire - Approbation de la dépense
- **#002/01.04.2025/B/0034#** - Etude destinée à la rédaction d'un cahier des charges pour la rénovation du système de ventilation du Gymnasium et suivi de la procédure d'attribution et d'exécution du marché - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter.
- **#002/01.04.2025/B/0037#** - Travaux pour l'installation d'un nouveau système alarme incendie dans le bâtiment et le parking du Centre Sportif Willegems - Marché de travaux par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense et du CSC - Désignation des firmes à consulter
- **#002/01.04.2025/B/0047#** - Essais de sol à la Place de l'Amitié - Etude relative à l'aménagement de la Place de l'Amitié - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense
- **#002/08.04.2025/B/0010#** - Fourniture pour l'administration communale et le CPAS de produits d'hygiène écologiques pour une durée d'un an – Procédure négociée sans publication préalable – Désignation de l'adjudicataire

PREND ACTE :

- de la passation des marchés de moins de 143.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Mededelingen : Lijst van overheidsopdrachten - Nieuwe Gemeentewet, artikel 234 §3

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

- **#002/11.03.2025/B/0015#** - Levering van schuimwijn, rode wijn en roséwijn voor de diverse recepties georganiseerd door het Gemeentebestuur voor het jaar 2025 - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/11.03.2025/B/0020#** - Aanstelling van een advocaat om de administratie bij te staan in een eventuele tuchtzaak
- **#002/11.03.2025/B/0021#** - Aanstelling van een advocaat om de dienst Stedenbouw te helpen bij de analyse van een aanvraag tot wijziging van een stedenbouwkundige vergunning
- **#002/11.03.2025/B/0027#** - Overheid voor drag van 30.000 euro tot 140.000 euro - ONDERHANDELDE PROCEDURE ZONDER VOORAFGAANDE PUBLICATIE - Aankoop van kleding en uitrusting/accessoires voor de Gemeenschapwachters, inclusief markering - CSC n°1/2022.
- **#002/11.03.2025/B/0038#** - Gemeentehuis - Toepassing van een waterafstotend middel na

infiltraties in de gevel - Opdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Keuze van de opdrachtnemer

- **#002/11.03.2025/B/0039#** - Collin Paviljoen - Afbraakwerk – Verbreken van aansluitingen op het gas- en elektriciteitsnet - Aanvaarding van de offerte van SIBELGA
- **#002/11.03.2025/B/0047#** - Aankoop van een bestratingstruck (Vervanging - Voertuig^o43) - Overheidsopdracht voor leveringen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave en van het bestek - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/11.03.2025/B/0048#** - SC Blankedelle - Renovatie van het platte dak van het kleuterschoolgebouw - Ondertekening van het Sibelga-projectfiche (Renoclick) - Goedkeuring van de uitgave
- **#002/11.03.2025/B/0049#** - Aanvraag van verschillende opportuniteits-/programmeringsrapporten en haalbaarheidsstudies door Igretec
- **#002/11.03.2025/B/0050#** - Levering en installatie van een schokabsorberende mat voor de kleine binnenspeelruimte in de kleuterklas op cs du Blankedelle - Opdracht van geringe waarde - Aanduiding van de opdrachtnemer -
- **#002/11.03.2025/B/0051#** - Levering en installatie van een automatische poort aan de ingang van de gemeentelijke begraafplaats en installatie van een toetsenbord om de toegangsdeur van het mortuarium te openen - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Vaststelling van de voorwaarden - goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek - Aanduiding van de firma's
- **#002/11.03.2025/B/0052#** - Plaatsing van schokabsorberende tegels op de kribbe "les Poneys" - Opdracht van geringe waarde - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/11.03.2025/B/0055#** - Peuterzorg : Invoering van een dienst voor wasbare luiers in de gemeentelijke crèches - goedkeuring van de voorwaarden en de gunningswijze van de bestek voor diensten van beperkte waarde.
- **#002/11.03.2025/B/0064#** - Levering van signaliseringsmateriaal - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Voorraad opdracht - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/11.03.2025/B/0069#** - Installatie van de dienst VPN beveiligd door een tweestapsverificatie (2FA) - oproep aan IRISteam voor deze installatie - Onderhandelingsprocedure op eenvoudige geaccepteerde factuur - Goedkeuring van het contract en de uitgaven - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/18.03.2025/B/0034#** - Aanwijzing van de leverancier van ceremoniële kleding voor de begraafplaats en goedkeuring van de uitgave - Opdracht van beperkte waarde gesloten met een aanvaarde factuur.
- **#002/18.03.2025/B/0050#** - SC Souverain - Secretariaat - Geïsoleerde scheidingswand - Goedkeuring van uitgaven - Aanvullend contract
- **#002/18.03.2025/B/0073#** - Aankoop van een compressor voor vegers - Wegendienst - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgaven - Aanwijzing van de opdrachtnemer
- **#002/18.03.2025/B/0075#** - Aankoop en installatie van spaanse verkeerslichten - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Voorraad opdracht - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van het BLB en de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/18.03.2025/B/0076#** - Aankoop van gereedschap voor de dienst Wegenis - Overheidsopdracht voor leveringen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van het BLB en de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/18.03.2025/B/0077#** - CSC nr. 9/2023 - Herinering van dezelfde voetpaden - Bestek - Goedkeuring van de offerte van EUROVIA BELGIUM N.V. voor de herinering van het voetpad (kant Parc Ten Reuken) aan de woudmeesterlaan.
- **#002/18.03.2025/B/0078#** - Levering van twee vuilcontainers voor het Cultureel Centrum - Contract met lage waarde - Goedkeuring van de uitgaven
- **#002/18.03.2025/B/0080#** - Herstellingen aan de toegangsdeur van het Franstalige bibliotheek - Opdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave

- **#002/18.03.2025/B/0081#** - Aanpassingswerken aan de afsluiting van de speeltuin op het Van Lindtplein - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/18.03.2025/B/0083#** - Gemeentelijke kinderopvangplaatsen "Les Chatons" - Aankoop van een steelstofzuiger - Overheidsopdracht van beperkte waarde op basis van aanvaarde factuur.
- **#002/18.03.2025/B/0114#** - Verhuis ICT - oproep aan IRISteam voor de missie van een consultant met het profiel "implementatie manager" - Onderhandelingsprocedure op eenvoudige geaccepteerde factuur - Goedkeuring van het contract en de uitgaven - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/25.03.2025/B/0010#** - Levering van ecologische handzeep voor de verschillende gemeentelijke diensten en OCMW - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/25.03.2025/B/0029#** - Overheidsopdracht van geringe waarde (€ 26 000) - Aankoop van keukenapparatuur, inclusief installatie - CSC nr. 2025/02.
- **#002/25.03.2025/B/0038#** - Software voor digitaal beheer van uitgavenstromen van Acropole boekhouding van Civadis + software voor elektronische handtekening - Onderhandelingsprocedure op eenvoudige geaccepteerde factuur - Goedkeuring van het contract en de uitgaven - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/25.03.2025/B/0049#** - Opdracht voor een haalbaarheidsstudie door Igretec voor de renovatie van het gemeentehuis, beperkt tot werken noodzakelijk voor de naleving van de EPB-normen
- **#002/25.03.2025/B/0050#** - Buitengebruikstelling van de percelen T1 en X op de gemeentelijke begraafplaats - Opdracht van geringe waarde - Aanwijzing van de aannemer
- **#002/25.03.2025/B/0051#** - I.A.P.S. - Vervanging van kozijnen (fase 6) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanwijzing van de opdrachtnemer
- **#002/25.03.2025/B/0052#** - Plaatsing van schokabsorberende tegels op de kribbe "les Chatons" - Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's
- **#002/25.03.2025/B/0055#** - Animatie van 2 mangaworkshops in de bibliotheek van het centrum op 14/06/2025 en 08/11/2025: Aanstelling van een dienstverlener - Overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/25.03.2025/B/0056#** - Onderhoudscontract tussen de gemeente Oudergem en de firma Bibliotheca voor het Centrum Bibliotheek
- **#002/25.03.2025/B/0057#** - Aanstelling van een opdrachtnemer voor het leiden van een workshop om origami-speldozen te maken - overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/25.03.2025/B/0058#** - Organisatie van een literaire evenement op donderdag 22/05/2025 in de bibliotheek van het Centrum, gevolgd door een drink - aanduiding van dienstverleners - Overheidsopdracht met beperkte waarde
- **#002/25.03.2025/B/0067#** - PEUTERZORG : Gemeentelijke kinderopvangplaatsen "Les Chatons" - Aankoop van een steelstofzuiger - Overheidsopdracht van beperkte waarde op basis van aanvaarde factuur.
- **#002/25.03.2025/B/0081#** - IAPS - Aankoop van kantoormeubilair- Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur
- **#002/01.04.2025/B/0005#** - Begrotingswijziging - Aankoop meubilaire + informaticamateriaal voor de franstalige bibliotheek - niet ingeschreven in de buitengewone begroting van 2025
- **#002/01.04.2025/B/0007#** - Levering van koffie, melk en suiker voor vergaderingen georganiseerd door de administratie - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/01.04.2025/B/0011#** - Isidore Geyskens - Architectenopdracht voor de renovatie van een eengezinswoning voor sociale doeleinden - Overeenkomst tot overname van de opdracht - Opdracht van geringe waarde - Heropleving van de overheidsopdracht
- **#002/01.04.2025/B/0016#** - Triomphe 160 - Ingenieur speciale technieken - Lemaire

Ingénieurs (Ellyps) - Aanvullende diensten

- **#002/01.04.2025/B/0033#** - Gemeentelijke kinderopvangplaatsen "Les Mômes" - Vloerreparaties - verhuizing - Aanwijzing van de gekozen inschrijver - Goedkeuring van de uitgaven
- **#002/01.04.2025/B/0034#** - Studie voor het opstellen van een bestek voor de renovatie van het ventilatiesysteem van het Gymnasium en toezicht op de gunnings- en uitvoeringsprocedure - Goedkeuring van de uitgaven - Aanduiding van de te raadplegen firma's.
- **#002/01.04.2025/B/0037#** - Werken voor de installatie van een nieuw brandalarmsysteem in het gebouw en de parking van het Sportcentrum Willegems - Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave en van het bestek - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/01.04.2025/B/0047#** - Bodemonderzoek op het Vriendschapsplein - Studie in verband met de ontwikkeling van het Vriendschapsplein - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgaven
- **#002/08.04.2025/B/0010#** - Aankoop van ecologische hygiëneproducten voor de gemeente en de OCMW voor een periode van een jaar – Overheidsopdracht geplaatst via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Aanduiding van de aanbesteder

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 143.000€ exclusief btw geraamd wordt;

- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

5 annexes / 5 bijlagen

20250311_Marchés.pdf, 20250318_Marchés.pdf, 20250325_Marchés.pdf, 20250401_Marchés.pdf, 20250408_Marché.pdf

5 Communications : Liste des arrêtés adoptés par la Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Dossier n°58 - Dérogation aux horaires de chantier - Demande de WYCOR d'autoriser le démarrage du chantier sur le site du CHIREC (Boulevard du Triomphe 175-214) à 06h00 du matin, le vendredi 14 mars - Abrogation de la dérogation n°57.
2. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
3. Dossier n°59 - Dérogation aux horaires de chantier - Demande de UNICAS nv d'autoriser le chantier sur le site Av. Pré des Agneaux 67-71 le weekend du 29 et 30 mars 2025
4. Arrêté de la Bourgmestre autorisant le stationnement d'un camion pédagogique, avenue de l'Église Saint Julien le 20 juin 2025.
5. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'organisation d'une soirée de soutien à l'ONG Doc'Riders de Médecins du Monde au campus Schaller le 4 avril 2025
6. Abattage en urgence d'un hêtre dangereux au n° 143 avenue Jean VAN HORENBEECK
7. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse saisonnière de l'établissement Le Bienvenu
8. ARRÊTÉ DE LA BOURGMESTRE autorisant le parcours vide garage « Auderghem en couleur » le 21 avril 2025 de 10h00 à 16h00
9. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'abattage en urgence d'un arbre dangereux sis sur la Promenade de l'Ancien chemin de fer, à front de l'immeuble avenue des Meuniers, 76

10. Dossier n°60 - Dérogation aux horaires de chantier - Demande de de MEGAMAX pour le placement d'une grue mobile rue Emile Idiers, le dimanche 27 avril 2025 de 07h00 à 14h00
11. Arrêté de la Bourgmestre déclarant l'immeuble sis rue de la Pente, 3 à Auderghem inhabitable pour cause d'insalubrité et de dangerosité
12. Abattage d'un arbre dangereux au n° 3-4 av. LAMBIN (propriété de En Bord De Soignes)
13. Arrêté de la Bourgmestre autorisant le passage de la Roller Bike Parade 2025, du 20 juin au 12 septembre 2025
14. Arrêté de la Bourgmestre autorisant une course de cuistax le 5 avril 2025 dans le parc de Woluwe de 9h00 à 17h00
15. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'installation temporaire de la terrasse saisonnière de l'établissement La Pizza
16. Arrêté de la Bourgmestre autorisant la brocante avec barbecue au profit du Télévie le dimanche 15 juin 2025.
17. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'organisation du Brussels Food Festival du 9 au 11 mai 2025
18. Arrêté de la Bourgmestre autorisant la fête des voisins avec barbecue au Clos des Pommiers Fleuris le 29 juin 2025
19. Arrêté de la Bourgmestre pour l'abattage en urgence de deux arbres dangereux au n° 143 av. Jean Van Horenbeeck
20. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'organisation de la foire du Transvaal du vendredi 9 mai au dimanche 18 mai 2025

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Dossier nr. 58 - Afwijking van de werktijden - Verzoek van WYCOR om het begin van de werkzaamheden op de CHIREC-site (Triomflaan 175-214) toe te staan op vrijdag 14 maart om 6 uur - Intrekking van afwijking nr. 57.
2. Besluit van de burgemeester waarbij de begrafenis wordt bevolen van een behoeftige persoon
3. Dossier nr. 59 - Afwijking van de uren voor bouwwerken - Aanvraag van UNICAS nv om bouwwerken toe te laten op de site Lammerendries 67-71 tijdens het weekend van 29 en 30 maart 2025
4. Besluit van de burgemeester waarbij toestemming wordt verleend om op 20 juni 2025 een educatieve vrachtwagen te parkeren aan de Sint-Juliaanskerklaan.
5. Besluit van de burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor het organiseren van een avond ter ondersteuning van de NGO Doc'Riders de Médecins du Monde op de campus Schaller op 4 april 2025.
6. Noodkap van een gevaarlijke beuk aan de Jean Van Horenbeecklaan 143
7. Besluit van de burgemeester houdende toestemming voor de tijdelijke inrichting van het seizoensterras van het etablissement Le Bienvenu
8. Besluit van de burgemeester tot toelating van de garageverkoop "Oudergem en couleur" op 21 april 2025 van 10u00 tot 16u00
9. Bevel van de burgemeester tot het met spoed vellen van een gevaarlijke boom op de PPromenade van de oude spoorweg, voor het gebouw Mulderslaan, 76
10. Dossier nr. 60 - Afwijking van de werkuren - Aanvraag van MEGAMAX om een mobiele kraan te plaatsen in de Emile Idiersstraat op zondag 27 april 2025 van 07u00 tot 14u00
11. Bevel van de Burgemeester waarbij het gebouw aan de Hellingstraat, 3 te Oudergem onbewoonbaar wordt verklaard wegens ongezonde en gevaarlijke omstandigheden

12. Vellen van een gevaarlijke boom op nr. 3-4 Léopold-Florent Lambinlaan (eigendom van En Bord De Soignes)
13. Besluit van de burgemeester tot toelating van de doorgang van de Roller Bike Parade 2025, van 20 juni tot 12 september 2025
14. Besluit van de burgemeester houdende toelating van een cuistax-wedstrijd op 5 april 2025 in het Woluwepark van 9.00 uur tot 17.00 uur
15. Besluit van de burgemeester houdende toelating van de tijdelijke inrichting van het seizoensterras van de vestiging La Pizza
16. Besluit van de burgemeester houdende toelating van de brocante met barbecue ten voordele van Télévie op zondag 15 juni 2025.
17. Besluit van de burgemeester houdende toelating van de organisatie van het Brussels Food Festival van 9 tot 11 mei 2025
18. Besluit van de burgemeester houdende toelating van het burenfest met barbecue in Appelbloesemgaarde op 29 juni 2025
19. Besluit van de burgemeester houdende noodkap van twee gevaarlijke bomen op nr. 143 Jean Van Horenbeecklaan
20. Besluit van de burgemeester houdende toelating van de organisatie van de Transvaalbeurs van vrijdag 9 mei tot zondag 18 mei 2025

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

20 annexes / 20 bijlagen

AB_horaire.pdf, AB_horaire2.pdf, AB_vide_garage.pdf, AB_immeuble.pdf, AB_arbe.pdf, AB_televie.pdf, AB_inhumation.pdf, AB_arbres.pdf, AB_arbres2.pdf, AB_foire.pdf, AB_ONG.pdf, AB_brussels_food_festival.pdf, AB_horaire3.pdf, AB_roller_bike_parade.pdf, AB_camion.pdf, AB_arbres3.pdf, AB_terrasse.pdf, AB_cuistax.pdf, AB_fête_voisins.pdf, AB_terrasse2.pdf

6 Démission d'un membre du Conseil Communal - Prise d'acte

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 22;

Vu la lettre de démission reçue le 10.03.2025 par le Secrétaire communal dans laquelle Monsieur Ahmed Lagha annonce démissionner de son mandat de Conseiller communal.

Prend acte :

de la démission donnée par écrit de Monsieur Ahmed Lagha de son mandat de Conseiller communal.

Ontslag van een lid dan de Gemeenteraad - Aktename

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 22;

Gezien de ontslagbrief die de Gemeentesecretaris op 10.03.2025 heeft ontvangen en waarin de Heer Ahmed Lagha aankondigt dat hij zijn mandaat als raadslid neerlegt.

Neemt akte

van het ontslag van de Heer Ahmed Lagha uit zijn mandaat als raadslid

1 annexe / 1 bijlage

LAGHA_demission.pdf

7 Vérification des pouvoirs du suppléant de Monsieur Ahmed Lagha. Prestation de serment et installation de Monsieur Victor Kanyanzira

Le Conseil,

Revu la délibération de ce jour, référence #002/24.04.2025/A/0005# portant : Démission d'un membre

du Conseil Communal de son mandat de conseiller - Prise d'acte ;
Vu l'article 101 § 2 du Nouveau Code électoral communal bruxellois ;
Attendu que Monsieur Victor Kanyanzira est le premier suppléant de la liste à laquelle appartenait Monsieur Ahmed Lagha et qu'il accepte d'exercer le mandat ;
Vu l'enquête complémentaire de laquelle il ressort que Monsieur Victor Kanyanzira n'a pas cessé de remplir, sans interruption, les conditions d'éligibilité ;
Considérant dès lors qu'il y a lieu de l'admettre à la prestation de serment ;
Monsieur Victor Kanyanzira prête, entre les mains de la Bourgmestre, le serment suivant : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple Belge » ;
Monsieur Victor Kanyanzira ayant prêté serment est déclaré installé en qualité de Conseiller communal.

Onderzoek der geloofsbrieven van het plaatsvervangend lid van de Heer Ahmed Lagha. Eedaflegging en aanstelling van de Heer Victor Kanyanzira

DE RAAD

Herzien zijn beraadslaging van deze dag, referten #002/24.04.2025/A/0005#, houdende: Ontslag van een lid dan de Gemeenteraad als raadslid - Aktename.

Gelet op artikel 101 § 2 van het Nieuw Brussels gemeentelijk kieswetboek ;

Overwegende dat de heer Victor Kanyanzira de eerste vervanger is op de lijst waarop de heer Ahmed Lagha stond en bereid is het ambt te aanvaarden ;

Gelet op het bijkomende onderzoek waaruit blijkt dat de heer Victor Kanyanzira heeft zonder onderbreking, de verkiesbaarheidsvereist vervulde;

Overwegende dat hij dus moet toegelaten worden tot het afleggen van de eed;

De heer Victor Kanyanzira, legt, in de handen van de Burgemeester, de volgende eed af in het Frans; "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple Belge".

De heer Victor Kanyanzira, na eedaflegging, is aangesteld, verklaart in hoedanigheid van Gemeenteraadslid.

2 annexes / 2 bijlagen

KANYANZIRA_pop.pdf, KANYANZIRA_acception_mandat.pdf

8 Démission d'un membre du Conseil Communal - Prise d'acte

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 22;

Vu la lettre de démission reçue le 31.03.2025 par le Secrétaire communal dans laquelle Madame Audrey Huet annonce démissionner de son mandat de Conseillère communale.

Prend acte :

de la démission donnée par écrit de Madame Audrey Huet de son mandat de Conseillère communale.

Ontslag van een lid dan de Gemeenteraad - Aktename

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 22;

Gezien de ontslagbrief die de Gemeentesecretaris op 10.03.2025 heeft ontvangen en waarin mevrouw Audrey Huet aankondigt dat hij haar mandaat als raadslid neerlegt.

Neemt akte

van het ontslag van mevrouw Audrey Huet uit haarmandaat als raadslid

1 annexe / 1 bijlage

HUET_Démission.pdf

9 Conseil communal - Tableau de préséance.

LE CONSEIL,

Vu l'article 17 de la Nouvelle Loi communale ;

ARRÊTE

le tableau de préséance des membres du Conseil communal comme suit :

Colonne 1 - rang de préséance

Colonne 2 - nom et prénom

Colonne 3 - date de naissance

Colonne 4 - date de la première élection comme Conseiller (services ininterrompus)

Colonne 5 – suffrages

1	2	3	4	5
1	Didier Gosuin	09.07.1952	01.01.1977	1.488
2	Jany Crucifix	16.12.1954	01.01.2001	573
3	Sophie de Vos	20.09.1972	01.12.2006	7.345
4	Éloïse Defosset	08.03.1991	06.12.2012	7.345
5	Élise Willame	29.10.1982	06.12.2012	2.856
6	Florence Couldrey	23.05.1974	06.12.2012	856
7	Marc Vandame	13.07.1959	06.12.2012	440
8	Didier Molders	24.08.1963	06.12.2012	433
9	Michel Blampain	14.06.1968	06.12.2018	857
10	Martine Maelschalck	17.09.1959	06.12.2018	729
11	Stéphanie Paulissen	03.09.1986	06.12.2018	454
12	Matthieu Pillois	13.02.1988	13.12.2018	7.345
13	François Lebovy	17.03.1981	26.09.2019	1.916
14	Vincianne Lerate	19.01.1967	05.05.2022	337
15	Cécile Henrard Litsermeyer	13.11.1987	05.05.2022	281
16	Valérie Glatigny	13.11.1973	01.12.2024	3.368
17	Martin Willemart	13.11.1994	01.12.2024	3.368
18	Emmanuelle Poznanski	14.06.1975	01.12.2024	923
19	Zora Molenberg Clerbaux	19.02.2001	01.12.2024	565
20	Myriam Fobe	13.03.1981	01.12.2024	558
21	Philippe Adriaenssens	07.07.1984	01.12.2024	460
22	Mathieu Poma	30.10.1983	01.12.2024	428
23	Noémie Dekoninck	06.02.1987	01.12.2024	408
24	Valérie Locatelli	29.11.1974	01.12.2024	375
25	Valérie Lowagie	29.10.1968	01.12.2024	370
26	Alodie De Poorter	21.05.1990	01.12.2024	367
27	Laure Henvard	29.05.1973	01.12.2024	365
28	Ingrid Venier	17.04.1959	01.12.2024	335
29	Gabriela Banu	08.11.1960	01.12.2024	236
30	Jean-François Noël	27.11.1982	01.12.2024	7.345
31	Alan Lenglet	17.06.1977	01.12.2024	2.856
32	Victor Kanyanzira	31.12.1997	24.04.2025	745
33	-	-	-	-

La présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Gemeenteraad - Voorranglijst

DE RAAD,

Gelet op artikel 17 van de Nieuwe Gemeentewet

BESLUIT

de tabel van voorrang van de Raadsleden als volgt op te maken

Kolom 1 - voorrang

Kolom 2 - naam en voornaam

Kolom 3 - geboortedatum

Kolom 4 - datum van de eerste verkiezing als lid (ononderbroken diensten)

Kolom 5 – stemmen

1	2	3	4	5
1	Didier Gosuin	09.07.1952	01.01.1977	1.488
2	Jany Crucifix	16.12.1954	01.01.2001	573
3	Sophie de Vos	20.09.1972	01.12.2006	7.345
4	Éloïse Defosset	08.03.1991	06.12.2012	7.345
5	Élise Willame	29.10.1982	06.12.2012	2.856
6	Florence Couldrey	23.05.1974	06.12.2012	856
7	Marc Vandame	13.07.1959	06.12.2012	440
8	Didier Molders	24.08.1963	06.12.2012	433
9	Michel Blampain	14.06.1968	06.12.2018	857
10	Martine Maelschalck	17.09.1959	06.12.2018	729
11	Stéphanie Paulissen	03.09.1986	06.12.2018	454
12	Matthieu Pillois	13.02.1988	13.12.2018	7.345
13	François Lebovy	17.03.1981	26.09.2019	1.916
14	Vincianne Lerate	19.01.1967	05.05.2022	337
15	Cécile Henrard Litsermeyer	13.11.1987	05.05.2022	281
16	Valérie Glatigny	13.11.1973	01.12.2024	3.368
17	Martin Willemart	13.11.1994	01.12.2024	3.368
18	Emmanuelle Poznanski	14.06.1975	01.12.2024	923
19	Zora Molenberg Clerbaux	19.02.2001	01.12.2024	565
20	Myriam Fobe	13.03.1981	01.12.2024	558
21	Philippe Adriaenssens	07.07.1984	01.12.2024	460
22	Mathieu Poma	30.10.1983	01.12.2024	428
23	Noémie Dekoninck	06.02.1987	01.12.2024	408
24	Valérie Locatelli	29.11.1974	01.12.2024	375
25	Valérie Lowagie	29.10.1968	01.12.2024	370
26	Alodie De Poorter	21.05.1990	01.12.2024	367
27	Laure Henvard	29.05.1973	01.12.2024	365
28	Ingrid Venier	17.04.1959	01.12.2024	335
29	Gabriela Banu	08.11.1960	01.12.2024	236
30	Jean-François Noël	27.11.1982	01.12.2024	7.345
31	Alan Lenglet	17.06.1977	01.12.2024	2.856
32	Victor Kanyanzira	31.12.1997	24.04.2025	745
33	-	-	-	-

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

10 Conseil communal - composition des commissions

LE CONSEIL,

Vu les articles 52 et 53 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ;

Vu l'article 120 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

d'arrêter comme suit la composition des Commissions du Conseil communal :

Commission 1

Finances, Personnel, Sécurité, Participation citoyenne, Prévention, Culture

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Martin Willemart
Jany Crucifix	Alodie De Poorter Capillon
Noémie Dekoninck	Élise Willame
Myriam Fobe	Alan Lenglet
Didier Gosuin	Ingrid Venier
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Valérie Glatigny
-	Martin Willemart
Victor Kanyanzira	-
Vincianne Lerate	Ingrid Venier
Valérie Locatelli	Ingrid Venier
Valérie Lowagie	Alodie De Poorter Capillon
Zora Molenberg Clerbaux	François Lebovy
Jean-François Noël	Alodie De Poorter Capillon
Mathieu Poma	Ingrid Venier
Emmanuelle Poznanski	-
Marc Vandame	Alodie De Poorter Capillon

Commission 2

État-Civil, Population, Infrastructures communales, Grands Projets, Sports, Bibliothèques francophones, Logement, Régie foncière, Animations

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Valérie Glatigny
Jany Crucifix	Didier Gosuin
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Locatelli
Noémie Dekoninck	François Lebovy
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	-
Alan Lenglet	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Didier Gosuin
Valérie Lowagie	Valérie Locatelli
Zora Molenberg Clerbaux	Myriam Fobe
Jean-François Noël	Valérie Locatelli
Mathieu Poma	Didier Gosuin
Emmanuelle Poznanski	Victor Kanyanzira
Marc Vandame	Valérie Locatelli
Ingrid Venier	Didier Gosuin
Élise Willame	François Lebovy

Martin Willemart	-
------------------	---

Commission 3

Enseignement, Activités parascolaires, Académie, Action sociale, Parentalité, Jeunesse, Seniors, Petite Enfance, Santé, Bien-être animal

Effectif	Suppléant
Jany Crucifix	Vincianne Lerate
Alodie De Poorter Capillon	Jean-François Noël
Myriam Fobe	Zora Molenberg Clerbaux
Valérie Glatigny	Gabriela Banu
Didier Gosuin	Vincianne Lerate
Cécile Henrard Litsermeyer	Martin Willemart
Laure Henvard	Martin Willemart
-	Gabriela Banu
Victor Kanyanzira	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Zora Molenberg Clerbaux
Alan Lenglet	Noémie Dekoninck
Valérie Locatelli	Vincianne Lerate
Valérie Lowagie	Jean-François Noël
Mathieu Poma	Vincianne Lerate
Marc Vandame	Jean-François Noël
Ingrid Venier	Jean-François Noël
Élise Willame	Noémie Dekoninck

Commission 4

Urbanisme, Environnement, Espaces Publics, Mobilité

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Laure Henvard
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Lowagie
Noémie Dekoninck	Myriam Fobe
Valérie Glatigny	-
Didier Gosuin	Jany Crucifix
Cécile Henrard Litsermeyer	Laure Henvard
François Lebovy	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Jany Crucifix
Valérie Locatelli	Jany Crucifix
Zora Molenberg Clerbaux	Alan Lenglet
Jean-François Noël	Valérie Lowagie
Mathieu Poma	Jany Crucifix
Emmanuelle Poznanski	Victor Kanyanzira
Marc Vandame	Valérie Lowagie
Ingrid Venier	Valérie Lowagie
Élise Willame	Alan Lenglet
Martin Willemart	-

Commission 5

Emploi-Formation, Promotion sociale, Économie locale, Affaires néerlandophones, Affaires européennes, Égalité des chances, Développement informatique

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Cécile Henrard Litsermeyer
Jany Crucifix	Mathieu Poma
Alodie De Poorter Capillon	Marc Vandame
Myriam Fobe	Élise Willame
Valérie Glatigny	Laure Henvard
Didier Gosuin	Mathieu Poma
-	Laure Henvard
Victor Kanyanzira	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Noémie Dekoninck
Alan Lenglet	Zora Molenberg Clerbaux
Vincianne Lerate	Mathieu Poma
Valérie Locatelli	Mathieu Poma
Valérie Lowagie	Marc Vandame
Jean-François Noël	Marc Vandame
Ingrid Venier	Marc Vandame
Martin Willemart	Cécile Henrard Litsermeyer

Gemeenteraad - samenstelling van de commissies

DE RAAD,

Gezien de artikelen 52 en 53 van het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad;

Gezien het artikel 120 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST

volgt de samenstelling van de commissies van de Gemeenteraad te wijzigen :

Commissie 1

Financiën, Personeel, Veiligheid, Burgerparticipatie, Preventie, Huisvesting

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Martin Willemart
Jany Crucifix	Alodie De Poorter Capillon
Noémie Dekoninck	Élise Willame
Myriam Fobe	Alan Lenglet
Didier Gosuin	Ingrid Venier
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Valérie Glatigny
-	Martin Willemart
Victor Kanyanzira	-
Vincianne Lerate	Ingrid Venier
Valérie Locatelli	Ingrid Venier
Valérie Lowagie	Alodie De Poorter Capillon

Zora Molenberg Clerbaux	François Lebovy
Jean-François Noël	Alodie De Poorter Capillon
Mathieu Poma	Ingrid Venier
Emmanuelle Poznanski	-
Marc Vandame	Alodie De Poorter Capillon

Commissie 2

Burgerlijke Stand, Bevolking, Gemeentelijke infrastructuur, Grote projecten Sports, Franstalige bibliotheken Huisvesting, Regie voor Grondbeleid, Animaties

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Valérie Glatigny
Jany Crucifix	Didier Gosuin
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Locatelli
Noémie Dekoninck	François Lebovy
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	-
Alan Lenglet	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Didier Gosuin
Valérie Lowagie	Valérie Locatelli
Zora Molenberg Clerbaux	Myriam Fobe
Jean-François Noël	Valérie Locatelli
Mathieu Poma	Didier Gosuin
Emmanuelle Poznanski	Victor Kanyanzira
Marc Vandame	Valérie Locatelli
Ingrid Venier	Didier Gosuin
Élise Willame	François Lebovy
Martin Willemart	-

Commissie 3

Onderwijs, Buitenschoolse activiteit, Academie, Sociale Coördinatie, Ouderschap, Jeugd; Seniors, Peuterzorg, Volkgezondheid, Dierenwelzijn

Effectief	Plaatsvervanger
Jany Crucifix	Vincianne Lerate
Alodie De Poorter Capillon	Jean-François Noël
Myriam Fobe	Zora Molenberg Clerbaux
Valérie Glatigny	Gabriela Banu
Didier Gosuin	Vincianne Lerate
Cécile Henrard Litsermeyer	Martin Willemart
Laure Henvard	Martin Willemart
-	Gabriela Banu
Victor Kanyanzira	Emmanuelle Poznanski

François Lebovy	Zora Molenberg Clerbaux
Alan Lenglet	Noémie Dekoninck
Valérie Locatelli	Vincianne Lerate
Valérie Lowagie	Jean-François Noël
Mathieu Poma	Vincianne Lerate
Marc Vandame	Jean-François Noël
Ingrid Venier	Jean-François Noël
Élise Willame	Noémie Dekoninck

Commissie 4

Stedenbouw, Leefmilieu, Publieke ruimte, Mobiliteit

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Laure Henvard
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Lowagie
Noémie Dekoninck	Myriam Fobe
Valérie Glatigny	-
Didier Gosuin	Jany Crucifix
Cécile Henrard Litsermeyer	Laure Henvard
François Lebovy	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Jany Crucifix
Valérie Locatelli	Jany Crucifix
Zora Molenberg Clerbaux	Alan Lenglet
Jean-François Noël	Valérie Lowagie
Mathieu Poma	Jany Crucifix
Emmanuelle Poznanski	Victor Kanyanzira
Marc Vandame	Valérie Lowagie
Ingrid Venier	Valérie Lowagie
Élise Willame	Alan Lenglet
Martin Willemart	-

Commissie 5

Werkgelegenheid-Vorming, Sociale Pomotie, lokale economie, Nederlandstalige zaken, Europese zaken, , Gelijke kansen beleid, IT-ontwikkeling

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Cécile Henrard Litsermeyer
Jany Crucifix	Mathieu Poma
Alodie De Poorter Capillon	Marc Vandame
Myriam Fobe	Élise Willame
Valérie Glatigny	Laure Henvard
Didier Gosuin	Mathieu Poma
-	Laure Henvard
Victor Kanyanzira	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Noémie Dekoninck
Alan Lenglet	Zora Molenberg Clerbaux

Vincianne Lerate	Mathieu Poma
Valérie Locatelli	Mathieu Poma
Valérie Lowagie	Marc Vandame
Jean-François Noël	Marc Vandame
Ingrid Venier	Marc Vandame
Martin Willemart	Cécile Henrard Litsermeyer

11 Page Facebook officielle de la commune d'Auderghem – charte d'utilisation - modification

Le Conseil,

Vu le règlement européen sur la protection des données;

Revu sa délibération #002/30.04.2020/A/0006# portant Page Facebook officielle de la commune d'Auderghem – charte d'utilisation

Considérant ce qui suit :

Traitement des données à caractère personnel

La charte d'utilisation de la Page Facebook officielle de la commune d'Auderghem ne donne pas d'informations spécifiques sur le traitement des données à caractère personnel. La commune d'Auderghem est co-responsable du traitement de ces données lorsqu'un internaute visite la Page de la commune ou réagit à une publication produite via celle-ci.

Le paragraphe suivant peut être ajouté à la Charte :

Les participants sont informés du traitement de leurs données à caractère personnel :

Lorsque vous visitez cette page, nous sommes co-responsables du traitement de vos données à caractère personnel aux côtés de Facebook. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre politique de confidentialité, les conditions générales de Facebook et l'accord de responsabilité conjointe conclu avec Facebook.

Langue de publication

En 2020, les outils de publications sur Facebook permettaient de personnaliser chaque publication en fonction de la langue renseignée par le visiteur comme sa langue usuelle. Cette fonctionnalité a mystérieusement disparu et il n'est donc plus possible de rédiger des textes qui s'afficheraient en français ou en néerlandais selon le choix de l'internaute. Pour pallier à cette disparition, l'administration communale a pris l'habitude de rédiger toutes ses publications en français et en néerlandais, les deux versions du texte étant présentes dans le même encart de publication.

Le paragraphe ci-dessous peut donc être retiré de la charte :

Nous utilisons les « paramètres de langue » de Facebook, ce qui permet de modifier la langue d'affichage en fonction de votre régime linguistique. Nos publications sont donc bel et bien en français et en néerlandais, mais en fonction de votre profil linguistique, vous verrez le post dans une seule langue.

Décide

D'approuver les modifications du texte de la charte d'utilisation de la Page Facebook officielle de la commune d'Auderghem. Le texte coordonnée s'établit comme suit :

Charte d'utilisation de la page Facebook officielle de la commune d'Auderghem

Les débats, échanges et autres interactions avec la page Facebook officielle de la commune d'Auderghem, administrée par les services de la commune d'Auderghem, sont ouverts à tous. Tous les membres sont invités à y participer, à condition de respecter certaines règles élémentaires de courtoisie.

Les échanges sur la page Facebook officielle de la commune d'Auderghem font l'objet d'une modération d'une part a priori, et d'autre part, a posteriori.

Toutes les injures et insultes sont automatiquement censurées.

Si les critiques et expressions de désaccord divers ont toute leur place dans les débats, les invectives ou prises à partie ne sont pas indispensables.

La page est administrée par les agents et sous-traitants des services Relations publiques - Secrétariat.

Le rôle des modérateurs est de préserver un certain respect dans les échanges et de veiller à la qualité des débats en écartant les contributions qui, par leur caractère indigne, attentatoire aux personnes, destructeur ou hors sujet, nuisent aux discussions. Les modérateurs excluent également tout propos contraire aux lois en vigueur.

Cela inclut, de façon non exhaustive :

- Les attaques ou insinuations fondées sur les croyances ou leur absence, les origines ethniques, le sexe ou l'orientation sexuelle, les opinions politiques ;
- Les insultes, harcèlements, affirmations graves non-prouvées ou notoirement inexacts concernant les personnes ou les organisations ;
- Tout message obscène, pornographique ou relevant du harcèlement ;
- Tout message contraire aux droits d'auteur ou aux droits voisins, au droit applicable aux bases de données, au droit à l'image et au respect de la vie privée, ou qui enfreindrait toute autre disposition législative ou réglementaire en vigueur ;
- Les attaques personnelles et invectives ad hominem (propos agressifs, méprisants, péremptoirs) ou, de façon générale, tout propos attentatoire aux participants ;
- Toute utilisation de la page à des fins publicitaires ou commerciales ;
- La mention de coordonnées personnelles ou de lien hypertexte inappropriés ;
- Les contenus de sites web accessibles uniquement par abonnement payant ;
- Certains excès de proximité ou de fréquence d'intervention nuisant à la participation équitable de tous ;
- Les contributions superflues ou redondantes sans apport particulier pour les échanges ;
- Les informations obsolètes ou ayant déjà été pleinement débattues ;
- Tout message hors sujet.

Les modérateurs doivent également préserver le caractère collectif des échanges : ils veillent notamment à ce que les critiques et expressions de désaccords soient argumentées et ne dérivent pas vers l'invective ou les prises à partie d'autres participants.

Les participants qui ne respecteraient pas cette charte d'utilisation pourraient se voir bannis de la page.

Les participants sont également invités à respecter les conventions suivantes :

- Avant de poster un commentaire, vérifiez s'il correspond bien au sujet de discussion.
- Si vous répondez à un commentaire, indiquez le nom du contributeur auquel vous répondez ou citez le texte original pour être sûr d'être bien compris.
- Citez vos références.
- N'utilisez pas une majorité de MAJUSCULES. Sur internet, cela équivaut à crier.
- Comme tous les espaces de discussion virtuels, vos propos publiés sont accessibles à tous. Tenez-en compte.
- Respectez le débat, respectez votre lecteur : ne faites pas de copier/coller d'argumentaires tout faits, c'est votre avis et votre avis seul qui doit s'exprimer.
- Vérifiez la source des informations que vous postez afin d'éviter la désinformation et les rumeurs. Des sites internet humoristiques ou parodiques publient quotidiennement ce type de contenu. En cas de doute, certains sites spécialisés comme www.hoaxbuster.com vous aideront à repérer les hoax (canulars du web).
- Prenez garde à ne pas perdre votre temps à engager le débat avec des trolls. Un "troll" est un individu qui persiste à lancer des discussions sur des sujets qui fâchent ou à semer la zizanie entre les participants.

Pour toute demande spécifique, veuillez vous diriger vers le site officiel de la commune d'Auderghem, et remplir le questionnaire prévu à cet effet : <https://www.auderghem.be/comment-nous-contacter>

Les participants sont informés du traitement de leurs données à caractère personnel :

Lorsque vous visitez cette page, nous sommes co-responsables du traitement de vos données à caractère personnel aux côtés de Facebook. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre

politique de confidentialité [<https://www.auderghem.be/declaration-de-confidentialite>], les conditions générales de Facebook [https://www.facebook.com/legal/terms/information_about_page_insights_data] et l'accord de responsabilité conjointe conclu avec Facebook [https://www.facebook.com/legal/terms/page_controller_addendum].
Merci pour votre compréhension et votre engagement !

Officiële Facebook-pagina van de gemeente Oudergem - Gebruikshandvest - Wijziging

De Raad,

Gelet op de Europese Verordening Gegevensbescherming,

Gelet op zijn beraadslaging #002/30.04.2020/A/0006# betreffende de officiële Facebookpagina van de gemeente Oudergem – gebruikshandvest;

Overwegende het volgende:

Verwerking van persoonsgegevens

Het gebruikshandvest van de officiële Facebookpagina van de gemeente Oudergem bevat geen specifieke informatie over de verwerking van persoonsgegevens. De gemeente Oudergem is medeverantwoordelijk voor de verwerking van deze gegevens wanneer een internetgebruiker de pagina van de gemeente bezoekt of reageert op een bericht dat via deze pagina is geplaatst.

De volgende paragraaf kan worden toegevoegd aan het charter:

De deelnemers worden geïnformeerd over de verwerking van hun persoonsgegevens:

Wanneer u deze pagina bezoekt, zijn wij samen met Facebook medeverantwoordelijk voor de verwerking van uw persoonsgegevens. Voor meer informatie kunt u ons privacybeleid raadplegen, de algemene voorwaarden van Facebook en de overeenkomst inzake gezamenlijke verantwoordelijkheid die met Facebook is afgesloten.

Taal van publicatie

In 2020 maakten de publicatietools van Facebook het mogelijk om elke publicatie aan te passen aan de taal die de bezoeker als gebruikelijke taal heeft opgegeven. Deze functionaliteit is op mysterieuze wijze verdwenen, waardoor het niet langer mogelijk is om teksten te publiceren die automatisch in het Frans of het Nederlands worden weergegeven, afhankelijk van de voorkeurstaal van de gebruiker.

Om dit gemis te compenseren, is de gemeentelijke administratie ertoe overgegaan al haar publicaties zowel in het Frans als in het Nederlands op te stellen, waarbij beide versies van de tekst in hetzelfde publicatiekader worden opgenomen.

De onderstaande paragraaf kan daarom worden geschrapt uit het charter:

Wij maken gebruik van de “taalinstellingen” van Facebook, waardoor de weergavetaal aangepast kan worden aan uw taalregime. Onze publicaties zijn dus beschikbaar in het Frans en in het Nederlands, maar afhankelijk van uw taalprofiel ziet u de post slechts in één taal.

Beslist

De wijzigingen aan de tekst van het gebruikshandvest van de officiële Facebookpagina van de gemeente Oudergem goed te keuren. De gecoördineerde tekst luidt als volgt:

Gebruikshandvest voor de officiële Facebook-pagina van de gemeente Oudergem

De debatten, uitwisselingen en andere interacties met de officiële Facebook-pagina van de gemeente Oudergem, die door de diensten van de gemeente Oudergem wordt beheerd, zijn voor iedereen toegankelijk. Alle leden worden uitgenodigd om hieraan deel te nemen, op voorwaarde dat bepaalde elementaire beleefdheidsregels in acht worden genomen.

De uitwisselingen op de officiële Facebook-pagina van de gemeente Oudergem worden zowel vooraf als achteraf gemodereerd.

Scheldwoorden en beledigingen worden automatisch gecensureerd.

Hoewel kritiek en meningsverschillen kunnen en mogen in een debat, zijn beschimpingen of scheldtirades hier niet op hun plaats.

De moderators van de Facebook pagina zijn de medewerkers en onderaannemers van de diensten Public Relations en Secretariaat.

Het is de taak van de moderators om erop toe te zien dat de uitwisselingen met wederzijds respect verlopen en om de kwaliteit van de debatten te waarborgen door die bijdragen te verwijderen die door

hun onwaardige, aanvallende, destructieve of irrelevante karakter de discussies ondermijnen. De moderators verwijderen ook alle uitspraken die in strijd zijn met de geldende wetgeving. Dit zijn onder meer, maar niet exhaustief:

- Aanvallen of toespelingen op basis van geloof of het gebrek daaraan, etnische afkomst, geslacht of seksuele geaardheid, politieke overtuiging;
- Beledigingen, pesterijen, ernstige onbewezen of flagrant onjuiste verklaringen over personen of organisaties;
- Obscene, pornografische of intimiderende berichten;
- Berichten die in strijd zijn met het auteursrecht of naburige rechten, met het recht dat van toepassing is op databanken, met het beeldrecht en de privacy, of die in strijd zijn met enige andere geldende wet- of regelgeving;
- Persoonlijke aanvallen en beschimping ad hominem (agressieve, minachtende, vernietigende opmerkingen) of, in het algemeen, alle opmerkingen die beledigend zijn voor de deelnemers;
- Elk gebruik van de pagina voor reclame- of commerciële doeleinden;
- Vermelding van persoonlijke contactgegevens of ongepaste hyperlinks;
- De inhoud van websites die alleen toegankelijk zijn via een betalend abonnement;
- Al te langdradige bijdragen of herhaalde tussenkomst, met als gevolg dat niet alle deelnemers de kans krijgen om hun mening te geven;
- Overbodige of onnodige uitlatingen die weinig of niets bijdragen aan de uitwisselingen;
- Achterhaalde informatie of informatie die al uitvoerig werd besproken;
- Elk bericht dat niets met het onderwerp te maken heeft.

De moderators moeten ook het collectieve karakter van de uitwisselingen behouden: zij moeten ervoor zorgen dat kritiek en meningsverschillen goed worden beargumenteerd en niet ontaarden in beschimpingen of scheldtirades ten aanzien van andere deelnemers.

Deelnemers die zich niet aan dit Gebruikshandvest houden, kunnen van de pagina worden verbannen. De deelnemers worden ook uitgenodigd om de volgende afspraken na te leven:

- Controleer voordat u een opmerking post of die aansluit bij het onderwerp van de discussie.
- Als u op een opmerking reageert, geef dan de naam op van de persoon aan wie u een reactie stuurt of citeer de originele tekst om er zeker van te zijn dat u goed begrepen wordt.
- Citeer eventuele verwijzingen.
- Gebruik niet hoofdzakelijk HOOFDLETTERS. Op het internet lijkt dit alsof u met luide stem roept.
- Zoals op elk virtueel discussieforum kan iedereen uw gepubliceerde commentaren lezen. Houd hier rekening mee.
- Respecteer het debat en respecteer uw lezer: kopieer en plak geen kant-en-klare argumenten, maar geef alleen uw eigen mening.
- Controleer de bron van de informatie die u plaatst om te voorkomen dat u onjuiste informatie of geruchten zou verspreiden. Humoristische of parodiërende websites publiceren dagelijks dit soort content. Bij twijfel kunt u bepaalde gespecialiseerde websites raadplegen zoals www.hoaxbuster.com zodat u een hoax (nepbericht) meteen herkent.
- Pas op dat u geen tijd verspilt aan discussies met trolls. Een "troll" is iemand die discussies blijft starten over onderwerpen die kwaad bloed zetten bij of onenigheid zaaien onder de deelnemers.

Met al uw specifieke vragen kunt u terecht op de officiële website van de gemeente Oudergem en kunt u het daarvoor bestemde contactformulier invullen: <https://www.oudergem.be/hoe-met-ons-contact-opnemen>.

Wanneer u deze pagina bezoekt, zijn wij samen met Facebook medeverantwoordelijk voor de verwerking van uw persoonsgegevens. Voor meer informatie kunt u ons privacybeleid, de algemene voorwaarden van Facebook en de overeenkomst inzake gezamenlijke verantwoordelijkheid met Facebook raadplegen.

Hartelijk dank voor uw begrip en uw medewerking!

12 Utilisation de caméras mobiles sur des drones, DIAB (Drones in a box) (Complémentaire)

Le Conseil,

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, et plus spécifiquement les articles 25/1 et suivants qui réglementent l'installation et l'utilisation de caméras de manière visible par les services de police.

Considérant que la zone de police Uccle Watermael-Boitsfort Auderghem souhaite développer un projet portant sur l'utilisation de caméras mobiles placées sur des drones et ce en collaboration avec la société Citymesh, située Kapellestraat 130/144 Block D, 8020 Oostkamp ;

Considérant que ce projet vise à utiliser des caméras mobiles installées sur des drones pour le territoire de la zone de police Uccle Watermael-Boitsfort Auderghem ; ces drones seront pilotés par un membre de la société Citymesh sous la supervision d'un membre opérationnel de la zone de police et ce, sans que l'opérateur civil puisse avoir accès aux images capturées ;

Considérant qu'une phase test et de mesure (Proof of concept) sera d'application à partir du 25/04/2025 au 30/10/2025 ;

Considérant qu'après cette phase test, une évaluation sera faite par la zone de police Uccle Watermael-Boitsfort Auderghem afin d'apprécier l'opportunité et les avantages de l'utilisation de telles caméras mobiles par nos services ;

Considérant que l'utilisation de cette technologie poursuit plusieurs objectifs majeurs, à savoir :

- Enregistrer les conditions de déroulement des interventions de police ;
- Améliorer la traçabilité et le compte rendu des opérations aux autorités de police administrative et judiciaire ;
- Accroître la sécurité des fonctionnaires de police ;
- Réduire le nombre de faits de violence ainsi que les plaintes infondées à l'encontre des agents ;
- Renforcer le professionnalisme des interventions policières.

Considérant qu'un service de police peut utiliser des caméras sur son territoire et ce, après avoir obtenu une autorisation préalable du conseil communal ;

Considérant que toute demande d'autorisation doit préciser le type de caméras, leurs finalités et leurs modalités d'utilisation ;

Considérant que les caméras dont question sont définies comme étant des caméras mobiles au sens de l'article 25/2 §1 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, dans la mesure où elles seront déplacées à l'aide d'un drone lors de son utilisation ;

Considérant que les données enregistrées comprennent :

- Les images (vidéo et photo) capturées par la caméra mobile sur drone
- Les métadonnées associées : date, plages horaires d'enregistrement et localisation GPS

Considérant que conformément à la loi sur la fonction de police :

- Les données sont conservées pour une durée maximale de 365 jours ;
- L'accès aux données est autorisé durant 30 jours à compter de leur enregistrement, sous réserve d'une justification opérationnelle ;
- Au-delà des trente premiers jours, l'accès aux données est restreint à des fins de police judiciaire et soumis à une décision écrite et motivée du procureur du Roi.

Considérant que par conséquent, et conformément aux dispositions légales régissant la matière, la zone de police Uccle Watermael-Boitsfort Auderghem conservera les images enregistrées pendant une durée de 30 jours.

Considérant que la zone de police procèdera à l'enregistrement de ce traitement de données (images)

dans son propre registre de traitement ainsi que dans le registre de la police intégrée (REGPOL).
Considérant qu'une analyse d'impact et des risques sera réalisée à l'issue de la période de test afin d'évaluer les aspects relatifs à la protection de la vie privée ainsi que les avantages opérationnels, notamment concernant :

- Les catégories de données à caractère personnel traitées ;
- La proportionnalité des moyens employés ;
- Les objectifs opérationnels à atteindre ;
- La durée de conservation des données nécessaire à ces objectifs.
- Enregistrement et conservation des données ;

Considérant que par ailleurs, une analyse du traitement effectué durant la phase test sera également effectuée par le DPOoffice de la zone de police Uccle Watermael-Boitsfort Auderghem afin de s'assurer de la garantie du système utilisé ;

Considérant que l'Organe de contrôle de l'information policière sera consulté préalablement à la mise en place opérationnelle de ce traitement ; que néanmoins le DPOoffice de la zone de police Uccle Watermael-Boitsfort Auderghem informera l'Organe de contrôle de l'information policière du déroulement de la phase test ;

Considérant que la zone de police veillera à informer utilement la population de l'autorisation qui lui sera délivrée d'utiliser ce système de caméras mobiles et ce via les canaux de communication de celle-ci et de l'administration communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide

Article Unique

- D'autoriser la zone de police Uccle Watermael-Boitsfort Auderghem à utiliser les caméras mobiles placées sur drone (DIAB).
- Pour ce faire, de valider les finalités suivantes :
 - Prévenir, constater et déceler des infractions ou incivilités sur la voie publique, et assurer le maintien de l'ordre public ;
 - Rechercher et documenter les crimes, délits et contraventions, et transmettre les informations aux autorités compétentes ;
 - Assurer un compte rendu des missions de police administrative et judiciaire ;
 - Recueillir les informations de police administrative conformément à l'article 44/5, § 1er, al. 1er, 2° à 6° de la loi sur la fonction de police ;
 - Gérer les plaintes judiciaires, administratives et disciplinaires ;
 - Permettre un usage didactique et pédagogique des enregistrements dans le cadre de la formation des policiers, après anonymisation des données.

Het gebruik van mobiele camera's op drones, DIAB (Drones in a box) (Aanvullend)

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens ;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, meer specifiek artikelen 25/1 en volgende die de zichtbare installatie en het gebruik van camera's door de politie regelen ;

Overwegende dat de politiezone Ukkel, Watermaal-Bosvoorde, Oudergem in samenspraak met de politiezone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde een project wenst te ontwikkelen in samenwerking met Citymesh, gelegen Kapellestraat 130/144 Blok D, 8020 Oostkamp ;

Overwegende dat het doel van dit project is om mobiele camera's te gebruiken die geïnstalleerd zijn op drones in de politiezone van Ukkel, Watermaal-Bosvoorde, Oudergem; de drones worden door een Citymesh-piloot bestuurd onder toezicht van een operationeel lid van de politiezone, zonder dat de

civiele operator toegang heeft tot de vastgelegde beelden ;

Overwegende dat van 25/04/2025 tot 30/10/2025 een test- en meetfase (Proof of concept) zal plaatsvinden ;

Overwegende dat na deze testfase een evaluatie zal worden uitgevoerd door de politiezone Ukkel, Watermaal-Bosvoorde, Oudergem om de meerwaarde en de voordelen van het gebruik van dergelijke mobiele camera's door onze diensten te beoordelen ;

Overwegende dat er verschillende redenen zijn om deze technologie te gebruiken, namelijk:

- Het registreren van de omstandigheden waaronder de handelingen worden uitgevoerd ;
- De traceerbaarheid en rapportage van operaties aan de administratieve en gerechtelijke politieautoriteiten verbeteren;
- De veiligheid van politieagenten verbeteren ;
- Het aantal geweldsincidenten en ongegronde klachten tegen personeel verminderen ;
- Verbetering van de professionaliteit van politie-interventies ;

Overwegende dat een politiekorps camera's mag gebruiken binnen zijn rechtsgebied met voorafgaande toestemming van de gemeenteraad, als het over een lokale politiezone gaat ;

Overwegende dat in elk toestemmingsverzoek het type camera's, het doel en het gebruik ervan moeten worden vermeld ;

Overwegende dat het om een mobiele camera gaat in de zin van artikel 25/2 §1 van de wet van 5 augustus 1992 wet op het politieambt, aangezien de camera tijdens het gebruik ervan met behulp van een drone wordt verplaatst ;

Overwegende dat de geregistreerde gegevens het volgende omvatten :

- De beelden (video en foto) die zijn vastgelegd door de mobiele camera op de drone
- Bijbehorende metadata: datum, opnametijdstippen en GPS-locatie

Overwegende dat, in overeenstemming met de wet op het politieambt :

- Gegevens maximaal 365 dagen worden bewaard ;
- Toegang tot gegevens is toegestaan gedurende 30 dagen vanaf de datum van registratie, onder voorbehoud van operationele rechtvaardiging ;
- Na de eerste dertig dagen de toegang tot de gegevens beperkt wordt tot strafrechtelijk onderzoek en onderworpen aan een schriftelijke, gemotiveerde beslissing van de openbare aanklager ;

Overwegende dat de politiezone Ukkel, Watermaal-Bosvoorde, Oudergem bijgevolg, en in overeenstemming met de wettelijke bepalingen die op deze materie van toepassing zijn, de opgenomen beelden gedurende een periode van 30 dagen zal bewaren ;

Overwegende dat de politiezone deze gegevensverwerking (beelden) zal registreren in haar eigen verwerkingsregister, alsook in het register van de geïntegreerde politie (REGPOL) ;

Overwegende dat een effect- en risicoanalyse worden uitgevoerd op het einde van de testperiode om de privacybescherming en operationele aspecten te beoordelen, met name met betrekking tot :

- Categorieën van verwerkte persoonsgegevens ;
- De evenredigheid van de gebruikte middelen ;
- Te bereiken operationele doelstellingen ;
- Hoe lang de gegevens voor deze doeleinden worden bewaard.
- Registratie en opslag van gegevens ;

Overwegende dat een analyse van de verwerking tijdens de testfase niettemin zal worden uitgevoerd door het DPOoffice van de politiezone Ukkel, Watermaal-Bosvoorde, Oudergem ;

Overwegende dat het Controleorgaan op de politiediensten (COC) voorafgaand aan de operationele implementatie van deze gegevensverwerking zal worden geraadpleegd; dat het DPO-office van de politiezone Ukkel, Watermaal-Bosvoorde, Oudergem het Controleorgaan niettemin op de hoogte zal brengen van het verloop van de testfase ;

Overwegende dat de politiezone erover zal waken dat de bevolking op passende wijze wordt geïnformeerd over de verleende toestemming tot het gebruik van dit systeem van mobiele camera's, en dit via de communicatiekanalen van zowel de politiezone als het gemeentebestuur ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,
BESLIST :
Enig Artikel:

- Geeft de politiezone Ukkel, Watermaal-Bosvoorde, Oudergem toestemming om een mobiele camera op een drone (DIAB) te gebruiken ;
- Keurt hiertoe de volgende doeleinden goed:
 - Overtredingen of onbetamelijkheden op de openbare weg voorkomen, registreren en opsporen, en de openbare orde handhaven ;
 - Misdaden en overtredingen onderzoeken en documenteren, en informatie doorgeven aan de juiste autoriteiten ;
 - Verslag over administratieve en gerechtelijke politiemijsies;
 - Om administratieve politiegegevens te verzamelen overeenkomstig artikel 44/5, § 1, al. 1, 2° tot 6° van de wet op de politietaak ;
 - Beheer juridische, administratieve en disciplinaire klachten ;
 - Om de opnames te kunnen gebruiken voor onderwijs- en trainingsdoeleinden, nadat de gegevens anoniem zijn gemaakt.

Taxes communales - Gemeentebelastingen

13 **Règlement-redevance relatif à la politique communale de stationnement en espace public - Modification**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment ses articles 117 et suivants ;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;

Vu l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2016 ;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 octobre 2022 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;

Vu le code de la route ;

Vu l'avis de l'Agence régionale du stationnement du 25 juin 2018;

Vu l'article 41 du règlement-redevance relatif à la politique de stationnement sur la voie publique approuvé par le Conseil Communal en date du 30 mars 2023 (002/30.03.2023/A/0013) (en annexe) :

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

ARRÊTE :

Article 1 : Les articles 5, 12, 30, 45, 51, 52, 53, 63 et 72 du règlement approuvé par le Conseil Communal du 30 mars 2023 sont modifiés comme suit :

Ancien Article 5 : En cas de défaut d'utilisation du disque de stationnement réglementaire ou de dépassement de la durée maximale autorisée ou de mauvaise utilisation du disque de stationnement réglementaire, la personne physique ou morale au nom de laquelle le véhicule est immatriculé est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de 35 euros par période de stationnement.

Nouveau Article 5 : En cas de défaut d'utilisation du disque de stationnement réglementaire ou de dépassement de la durée maximale autorisée ou de mauvaise utilisation du disque de stationnement réglementaire, la personne physique ou morale au nom de laquelle le véhicule est immatriculé est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de 37 euros par période de stationnement.

Ancien Article 12 : Le montant de la redevance forfaitaire sans l'apposition de la carte de dérogation appropriée à cette zone est de 25 35 euros par période de stationnement.

Nouveau Article 12 : Le montant de la redevance forfaitaire sans l'apposition de la carte de dérogation appropriée à cette zone est de 37 euros par période de stationnement.

Ancien Article 30 : Au cours d'une année civile, il est possible de modifier gratuitement à deux reprises maximum sa plaque d'immatriculation. À partir de la troisième modification incluse, chaque modification sera subordonnée au paiement de 15,00€.

Nouveau Article 30 : Au cours d'une année civile, il est possible de modifier gratuitement à deux reprises maximum sa plaque d'immatriculation. À partir de la troisième modification incluse, chaque modification sera subordonnée au paiement de 15,91€.

Ancien Article 45 : Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- * Première carte de dérogation du ménage : 15 euros par an;
- * Deuxième carte de dérogation du ménage : 120 euros par an ;
- * Pour les personnes ayant une résidence secondaire, une seule carte peut être délivrée pour : 500 euros pour 12 mois.
- * Pour les personnes disposant d'un véhicule immatriculé à l'étranger :
 - * 1 an si le titulaire de l'immatriculation ne doit pas immatriculer son véhicule en Belgique
 - * 3 mois si le titulaire de l'immatriculation doit immatriculer son véhicule en Belgique. La validité de la carte est prolongée de 9 mois en cas de changement effectif de l'immatriculation étrangère en immatriculation belge avec un cumul maximum de 12 mois.
- * En cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage.
- * Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée

Nouveau Article 45 : Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- * Première carte de dérogation du ménage : 15 euros par an;
- * Deuxième carte de dérogation du ménage : 127 euros par an ;
- * Pour les personnes ayant une résidence secondaire, une seule carte peut être délivrée pour : 530 euros pour 12 mois.
- * Pour les personnes disposant d'un véhicule immatriculé à l'étranger :
 - * 1 an si le titulaire de l'immatriculation ne doit pas immatriculer son véhicule en Belgique
 - * 3 mois si le titulaire de l'immatriculation doit immatriculer son véhicule en Belgique. La validité de la carte est prolongée de 9 mois en cas de changement effectif de l'immatriculation étrangère en immatriculation belge avec un cumul maximum de 12 mois.
- * En cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage.
- * Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée

Ancien Article 51 : Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants est de 200 euros par an

Nouveau Article 51 : Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants est de 215 euros par an

Ancien Article 52 : Le prix de la carte pour les établissements d'enseignement est 200 euros/an par secteur.

Nouveau Article 52 : Le prix de la carte pour les établissements d'enseignement est 215 euros/an par secteur.

Ancien Article 53 : Le prix pour les membres du personnel des zones de police : 200 euros/an par secteur.

Nouveau Article 53 : Le prix pour les membres du personnel des zones de police : 215 euros/an par secteur.

Ancien Article 63 : Le prix de la carte de dérogation est de 2,5 euros par véhicule par période de 4 heures 30 minutes.

Nouveau Article 63 : Le prix de la carte de dérogation est de 3 euros par véhicule par période de 4 heures 30 minutes.

Ancien Article 72 : Le règlement adapté entrera en vigueur le 1er mai 2023.

Article 72 : Le règlement adapté entrera en vigueur le 1er mai 2025.

Article 2 : Le règlement adapté entrera en vigueur le 1er mai 2025.

Article 3 : Le Collège des Bourgmestre et Échevins délègue au service de la mobilité l'établissement des formulaires de demandes relatifs aux cartes de dérogation.

Reglement-Retributie houdende het gemeentelijk beleid inzake parkeren in de openbare ruimte - Wijziging

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder de artikelen 117 en volgende;

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie van het wegverkeer;

Gelet op de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de herdefiniëring van de taken en de beheersprocedures van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, en de latere wijzigingen ervan

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende het aanvullend reglement op het wegverkeer en de plaatsing en kostprijs van verkeerstekens, gewijzigd bij de ordonnantie van 20 juli 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg (de Wegcode);

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 tot vaststelling van het reglementair gedeelte van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende de gereguleerde parkeerzones en de ontheffingskaarten, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 oktober 2022;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 tot vaststelling van de voorwaarden voor het gebruik van de parkeerplaatsen op de openbare weg voorbehouden aan de exploitanten van gedeelde motorvoertuigen, en de latere wijzigingen ervan;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2017 tot vaststelling van een reglement voor de erkenning van autodelen voor particulieren ;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor personen met een handicap;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op de Wegcode;

Gezien het advies van het Gewestelijk Parkeeragentschap van 25 juni 2018;

Gelet op artikel 41 van het tariefreglement met betrekking tot het parkeerbeleid op straat, goedgekeurd door de Gemeenteraad op 30 maart 2023 (002/30.03.2023/A/0013

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen:

BESLIST :

Artikel 1 : De artikelen 5, 12, 30, 45, 51, 52, 53, 63 en 72 van het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad op 30 maart 2023 worden als volgt gewijzigd:

oud Artikel 5: In geval van niet-gebruik van de regulerende parkeerschijf, overschrijding van de maximaal toegestane duur of misbruik van de regulerende parkeerschijf wordt de fysieke persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een vergoeding van 35 euro per parkeerperiode.

Nieuw Artikel 5: In geval van niet-gebruik van de regulerende parkeerschijf, overschrijding van de maximaal toegestane duur of misbruik van de regulerende parkeerschijf wordt de fysieke persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een vergoeding van 37 euro per parkeerperiode.

oud Artikel 12: Voor het parkeren op een "voorbehouden plaats" zonder het tonen van de voor die zone geldende vrijstellingskaarten is een vast tarief van 25 35 EUR per parkeerperiode verschuldigd.

Nieuw Artikel 12: Voor het parkeren op een "voorbehouden plaats" zonder het tonen van de voor die zone geldende vrijstellingskaarten is een vast tarief van 37 EUR per parkeerperiode verschuldigd.

oud Artikel 30: Tijdens een burgerlijkjaar, heeft de ontvanger van een vrijstellingskaart de mogelijkheid om zijn kentekenplaat twee keer kosteloos te veranderen. Vanaf de derde verandering inbegrepen, zal elke verandering 15€ kosten.

Nieuw Artikel 30: Tijdens een burgerlijkjaar, heeft de ontvanger van een vrijstellingskaart de mogelijkheid om zijn kentekenplaat twee keer kosteloos te veranderen. Vanaf de derde verandering inbegrepen, zal elke verandering 15,91 € kosten.

oud Artikel 45: De prijs en geldigheidsduur worden als volgt bepaald:

- * Eerste vrijstellingskaart voor het gezin: 15 euro per jaar;
- * Tweede vrijstellingskaart voor het gezin: 120 euro per jaar;
- * Voor personen met een tweede verblijf kan slechts één kaart worden uitgereikt voor: 500 euro voor 12 maanden;
- * Voor de personen die een voertuig bezitten dat geregistreerd is in het buitenland :
- * 1 jaar indien de titularis van de registratie zijn voertuig niet moet registreren in België
- * 3 maanden indien de titularis van de registratie zijn voertuig moet registreren in België. De geldigheid wordt verlengd met 9 maanden in geval van een effectieve verandering van de buitenlandse registratie in Belgische registratie met een cumulering van maximaal 12 maanden.
- * In geval van wijziging van buitenlandse inschrijving in Belgische inschrijving: tarief afhankelijk van het aantal kaarten in het gezin.
- * Het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de gemeente heeft bepaald voor de sector(en) waarvoor de vrijstellingskaart wordt aangevraagd.

Nieuw Artikel 45: De prijs en geldigheidsduur worden als volgt bepaald:

- * Eerste vrijstellingskaart voor het gezin: 15 euro per jaar;
- * Tweede vrijstellingskaart voor het gezin: 127 euro per jaar;
- * Voor personen met een tweede verblijf kan slechts één kaart worden uitgereikt voor: 530 euro voor 12 maanden;
- * Voor de personen die een voertuig bezitten dat geregistreerd is in het buitenland :
- * 1 jaar indien de titularis van de registratie zijn voertuig niet moet registreren in België
- * 3 maanden indien de titularis van de registratie zijn voertuig moet registreren in België. De geldigheid wordt verlengd met 9 maanden in geval van een effectieve verandering van de buitenlandse registratie in Belgische registratie met een cumulering van maximaal 12 maanden.
- * In geval van wijziging van buitenlandse inschrijving in Belgische inschrijving: tarief afhankelijk van het aantal kaarten in het gezin.
- * Het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de gemeente heeft bepaald voor de sector(en) waarvoor de vrijstellingskaart wordt aangevraagd.

oud Artikel 51: De prijzen voor de kaarten voor bedrijven en zelfstandigen bedragen 200 euro/jaar en voor elke kaart.

Nieuw Artikel 51: De prijzen voor de kaarten voor bedrijven en zelfstandigen bedragen 215 euro/jaar en voor elke kaart.

oud Artikel 52: De prijs van de kaart voor onderwijsinstellingen bedraagt 200 euro/jaar per sector.

Nieuw Artikel 52: De prijs van de kaart voor onderwijsinstellingen bedraagt 215 euro /jaar per sector.

oud Artikel 53: De prijs voor de personeelsleden van de politiezones: 200 euro/jaar per sector.

NIEUW Artikel 53: De prijs voor de personeelsleden van de politiezones: 215 euro /jaar per sector.
 OUD Artikel 63: De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt 2,5 euro per voertuig per periode van 4 uur en 30 minuten.
 NIEUW Artikel 63: De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt 3 euro per voertuig per periode van 4 uur en 30 minuten.
 OUD Artikel 72: Het aangepaste reglement wordt van kracht op 1 mei 2023.
 NIEUW Artikel 72: Het aangepaste reglement wordt van kracht op 1 mei 2025.
Artikel 2: Het aangepaste reglement wordt van kracht op 1 mei 2025.
Artikel 3: Het Schepencollege delegeert de taak van het opstellen van aanvraagformulieren voor ontheffingskaarten aan de dienst Mobiliteit.

6 annexes / 6 bijlagen

*INDIVIDUAL_NOTIFICATION_nl_58474.pdf, INDIVIDUAL_NOTIFICATION_fr_58474.pdf,
 20250417_Auderghem_AvisPB.pdf, texte_complet_2025_fr.pdf, texte_complet_2025_nl.pdf,
 Règlement redevance 04-04-2025.docx*

Rémunérations - Bezoldigingen

14 **Modification du statut pécuniaire du personnel communal – Suppression de la réduction d'un tiers de l'ancienneté pécuniaire, autre que du niveau A ou équivalent, lorsqu'un fonctionnaire est recruté ou promu au niveau A.**

LE CONSEIL,

Revu sa délibération du 17 avril 1997, références 17.04.97/A/023, portant « nouveau statut pécuniaire du personnel communal », délibération pouvant sortir ses effets suivant lettre du 16 septembre 1997, références 002-17/9283mav, du service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale ;

Vu l'article 24 de l'arrêté royal du 29 mars 2024 portant diverses mesures relatives à la sélection et au statut des agents de l'Etat ;

Vu l'article 3 de la circulaire de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 avril 1994 portant Charte sociale – Harmonisation du statut administratif et révision générale des barèmes du personnel des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les dispositions générales en matière de statut pécuniaire et d'échelles de traitement du personnel communal ;

Vu la fiche d'information n°1 du comité de suivi – comité C de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Etant donné que la règle de réduction d'un tiers de l'ancienneté pécuniaire, autre que du niveau A ou équivalent, lorsqu'un fonctionnaire était recruté ou promu au niveau A, trouvait son origine dans la réglementation fédérale et que cette règle a été supprimée par arrêté royal du 29 mars 2024 ;

Etant donné que cette nouvelle disposition vise à rendre la fonction publique plus attrayante pour les personnes ayant de nombreuses années de service lorsqu'elles sont recrutées ou promues au niveau A. Considérant que l'arrêté royal du 29 mars 2024 est entré en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2024 ;

Vu le protocole d'accord n°2025/02 du Comité Particulier de Négociation du 01.04.2025 ;

Sur proposition du Collège échevinal ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De modifier sa délibération du 17 avril 1997 portant Charte Sociale – Nouveau statut pécuniaire du personnel communal de la façon suivante :

Ancien texte :

Section 3 Le statut pécuniaire dans la carrière qualitative

Article 12

En cas de changement de niveau vers les niveaux D, C et B, un membre du personnel garde la totalité de son ancienneté pécuniaire.

Article 13

En cas de changement de niveau vers le niveau A, le membre du personnel valorise deux tiers de son ancienneté pécuniaire.

Nouveau texte :

Article 12

En cas de changement de niveau vers les niveaux D, C, B et A un membre du personnel garde la totalité de son ancienneté pécuniaire.

Article 13

Abrogé

Entrée en vigueur

La présente délibération entre en vigueur le 1er janvier 2024.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Wijziging van het geldelijk statuut van het gemeentepersoneel – Afschaffing van de vermindering van de geldelijke anciënniteit met een derde, anders dan op niveau A of gelijkwaardig, bij aanwerving of bevordering van een personeelslid naar niveau A.

DE RAAD,

Herzien zijn beraadslaging van 17 april 1997, referentie 17.04.97/A/023, houdende "nieuw geldelijk statuut van het gemeentepersoneel", beraadslaging die zijn uitwerking mag hebben volgens brief van 16 september 1997, referentie 002-97/9283mav, van de voogdijdienst van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt;

Gelet op artikel 24 van het koninklijk besluit van 29 maart 2024 houdende diverse regelingen inzake de selectie en het statuut van het rijkspersoneel;

Gelet op artikel 3 van de omzendbrief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 april 1994 betreffende het Sociaal Handvest – Harmonisatie van het administratief statuut en algemene weddeherziening voor het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van 4 mei 2017 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de bezoldigingsregeling en de weddeschalen van het gemeentepersoneel:

Gezien fiche nr. 1 van het Toezichtcomité – Comité C van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het feit dat de regel om de anciënniteit met een derde te verminderen, anders dan op niveau A of gelijkwaardig, bij aanwerving of bevordering van een ambtenaar naar niveau A, zijn oorsprong vindt in de federale regelgeving en dat deze regel werd afgeschaft bij koninklijk besluit van 29 maart 2024;

Gezien dat deze nieuwe bepaling tot doel heeft het openbaar ambt aantrekkelijker te maken voor personen met veel dienstjaren wanneer zij worden aangeworven of bevorderd naar niveau A.

Overwegende dat het koninklijke besluit van 29 maart 2024 met terugwerkende kracht in werking op 1 januari 2024 trad.

Gezien de akkoordovereenkomst nr2025/02 van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 01.04.2025

Op voorstel van het Schepencollege;

Gelet op de artikelen 117 en 145 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Zijn beraadslaging van 17 april 1997 houdende Sociaal Handvest – Nieuw geldelijk statuut van het gemeentepersoneel als volgt te wijzigen:

Oude tekst:

Afdeling 3 Het geldelijk statuut in de kwalitatieve loopbaan

Artikel 12

Bij overgang naar de niveaus D, C en B behoudt een personeelslid de volledige geldelijke anciënniteit.

Artikel 13

Bij overgang naar het niveau A verkrijgt het personeelslid twee derde van zijn geldelijke anciënniteit.

Nieuwe tekst:

Artikel 12

Bij overgang naar de niveaus D, C, B en A behoudt een personeelslid de volledige geldelijke anciënniteit.

Artikel 13

Opgeheven

Inwerkingtreding

Deze beraadslaging treedt in werking op 1 januari 2024.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

Prévention - Preventie

15 **Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2025 : projet à introduire pour le 31/03/2025 au SPF Intérieur, pour établissement de la convention finale. - Aucune modification sollicitée, renouvellement simple du Plan 2023-2024.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 2024 relatif à la prolongation 2020 des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2023-2024 ; Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2024 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière relatives aux plans stratégiques de sécurité et de prévention 2025 ;

Agissant en exécution de la décision du Conseil des Ministres du 05 juillet 2024 ;

La procédure de soumission de plan 2025 est lancée dans le cadre de la prolongation des Plans stratégiques de sécurité et de Prévention 2023-2024.

Sous peine d'irrecevabilité, les communes doivent présenter leur plan pour l'année 205 avant le 31 mars 2025, tant pour la prolongation inchangée que pour l'utilisation de la procédure de modification, via un formulaire de demande de modification transmis par le SPF Intérieur.

La modification peut être l'ajout, la suppression ou la modification d'un ou plusieurs phénomènes, objectifs (stratégiques ou opérationnels), résultats attendus et/ou indicateurs.

Vu que les phénomènes intégrés au PSSP 2023-2024 demeurent d'actualité et restent prioritaires selon le service prévention, il est proposé de n'apporter aucune modification au sein du PSSP prolongé pour l'année 2025 ;

Les phénomènes maintenus restent les suivants :

- Dispositif de coordination ;
- Phénomène du cambriolage ;
- Phénomène des nuisances sociales ;
- Phénomène du vol de vélo ;
- Phénomène de la sécurité routière ;
- Phénomène de la violence juvénile ;
- Phénomène de la violence lors des événements et manifestations publiques ;
- Phénomène du vol de et dans véhicules ;
- Phénomène de violence dans les transports en commun.

Pour chacun de ces phénomènes, les objectifs généraux, stratégiques, opérationnels, les résultats attendus et les indicateurs avaient été approuvés dans le plan présenté en séance du Conseil communal du 30 mars 2023 (Réf. Délibération : 002/30.03.2023/A/0021) ;

Vu qu'aucune modification n'est sollicitée dans le cadre du Plan 2025, s'agissant d'une simple prolongation du plan 2023-2024 initialement établi, hormis l'adaptation nécessaire du nom du

Bourgmestre signataire ;Vu que l'absence de modification du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention de la commune d'Auderghem pour 2025 a été soumise au Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 25 mars 2025 et doit être ratifiée par le Conseil communal ;

DÉCIDE

de ratifier l'absence de modification du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2025, s'agissant d'une simple prolongation du plan 2023-2024 initialement établi, hormis l'adaptation nécessaire du nom du Bourgmestre signataire, et de la notifier au SPF Intérieur via le guichet électronique ICT pour le 31 mars 2025 au plus tard.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale compétent pour les pouvoirs subsidiaires ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

Strategisch veiligheids- en preventieplan 2025 : tegen 31/03/2025 in te dienen project bij het FOD Binnenlandse Zaken voor het opmaken van de uiteindelijke conventie. - Geen wijzigingen gevraagd, eenvoudige verlenging van het Plan 2023-2024.

DE RAAD,

Gezien het koninklijk besluit van 17 juli 2024 betreffende de verlenging van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2023-2024; Gezien het ministerieel besluit van 20 december 2024 dat de modaliteiten voor de indiening, opvolging, evaluatie en de modaliteiten voor het verlenen, gebruiken en controleren van de financiële toelage met betrekking tot de strategische veiligheids- en preventieplannen 2025 bepaalt; Handelend ter uitvoering van de beslissing van de Ministerraad van 5 juli 2024;

De procedure voor het indienen van het plan 2025 wordt opgestart in het kader van de verlenging van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2023-2024. Op straffe van niet-ontvankelijkheid moeten de gemeenten hun plan voor het jaar 2025 voor 31 maart 2025 indienen, zowel voor de ongewijzigde verlenging als voor het gebruik van de wijzigingsprocedure, via een wijzigingsaanvraagformulier dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt verstrekt. De wijziging kan bestaan uit het toevoegen, verwijderen of wijzigen van één of meerdere fenomenen, doelstellingen (strategisch of operationeel), verwachte resultaten en/of indicatoren.

Gezien de fenomenen die zijn opgenomen in het PSSP 2023-2024 nog steeds actueel zijn en volgens de preventiedienst prioriteit blijven, wordt voorgesteld om geen wijziging aan te brengen in het verlengde PSSP voor het jaar 2025;

De behouden fenomenen blijven de volgende :

- Dispositief Coördinatie ;
- Inbraak fenomeen;
- Inbreuken op de burgerlijke wellevendheid fenomeen;
- Diefstal van fietsen fenomeen;
- Verkeersveiligheid fenomeen;
- Jeugdcriminaliteit fenomeen;
- Geweld tijdens openbare evenementen en manifestaties fenomeen;
- Diefstal van en in voertuigen fenomeen;
- Geweld in het openbaar vervoer fenomeen.

Voor elk van deze fenomenen waren de algemene, strategische en operationele doelstellingen, de verwachte resultaten en de indicatoren goedgekeurd in het plan dat werd gepresenteerd tijdens de Gemeenteraadvergadering van 30 maart 2023 (Ref. Besluit: 002/30.03.2023/A/0021);

Gezien er geen wijziging wordt gevraagd in het kader van het Plan 2025, aangezien het slechts een verlenging is van het oorspronkelijk opgestelde plan 2023-2024, behalve voor de noodzakelijke aanpassing van de naam van de ondertekenende Burgemeester; Gezien het feit dat de afwezigheid van wijziging in het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan van de gemeente Auderghem voor 2025 werd voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen op 25 maart 2025 en moet worden goedgekeurd door de Gemeenteraad;

BESLUIT

de goedkeuring van de afwezigheid van wijziging in het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2025, aangezien het slechts een verlenging is van het oorspronkelijk opgestelde plan 2023-2024, behalve voor de noodzakelijke aanpassing van de naam van de ondertekenende Burgemeester, en dit te notificeren aan de FOD Binnenlandse Zaken via het ICT-electronisch loket uiterlijk op 31 maart 2025.

Het onderhavige besluit, in de vorm van een kort overzicht, zal worden verzonden naar de Heer de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor de subsidiërende bevoegdheden, alsook naar de Heer de Minister van Binnenlandse Zaken.

7 annexes / 7 bijlagen

PSSP - Projet plan 2023-2024 - NL - 002.30.03.2023-A-0021.pdf, Convention PSSP 2023-24 NL signée.pdf, formulaire de modification PSSP 2025.doc, MB SVPP 2025 getekend minister 20 12 2024.pdf, Communication soumission plan PSSP 2025 FR - pdf.pdf, PSSP - Projet plan 2023-2024 - FR - 002.30.03.2023-A-0021.pdf, Convention PSSP 2023-24 FR signée.pdf

Sport - Sport

16 Règlement de la Commission consultative des Sports - Modification

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi Communale, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement de la Commission consultative des sports du 28/03/2013;

DECIDE:

- d'adopter le règlement de la Commission consultative des Sports qui suit :

CHAPITRE I. - CONSTITUTION, DENOMINATION ET SIEGE.

Article 1.

Il est créé, à l'initiative du Conseil communal d'Auderghem, une «Commission consultative des Sports», ci-après dénommée «Commission».

Article 2.

La Commission a son siège et son secrétariat à la Maison communale d'Auderghem.

CHAPITRE II. – BUTS

Article 3.

La Commission est un organe consultatif qui, en sa qualité de porte-parole officiellement reconnu des intérêts des clubs sportifs représentés, délibère sur toutes les matières qui intéressent directement ou indirectement le sport dans la commune.

La Commission communique **via l'Échevinat des Sports** le résultat de ses travaux pour information au Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 4.

La Commission est compétente, tant de son initiative propre qu'à la demande du Collège des Bourgmestre et Échevins ou du Conseil communal, pour donner son avis sur toute question qui intéresse les clubs sportifs et pour entreprendre toute action visant à la promotion et à l'encouragement de la pratique sportive à Auderghem.

La Commission est notamment compétente pour travailler sur :

- **la promotion du sport auderghemois**
- la promotion du sport pour les personnes à mobilité réduite
- la coordination sport et action sociale (Pavillon – MJA - Prévention – **En Bord de Soignes** - CPAS)
- la mise en œuvre d'initiatives relatives au sport à l'école en collaboration avec les directions scolaires notamment quant à l'importance de l'hygiène alimentaire et sportive
- le soutien à toute initiative locale et l'appui administratif, juridique aux clubs sportifs
- l'amélioration de la connaissance et de la collaboration des clubs entre eux

- l'organisation d'une fête du Sport ou autre initiative communale
- le relai avec le service des Sports pour la mise à jour du site des Sports d'Auderghem

CHAPITRE III. - COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT.

Article 5.

La Commission est composée d'un délégué proposé par les clubs sportifs et d'un représentant de chaque parti politique démocratique représenté au Conseil communal.

Le Bourgmestre et l'Échevin des Sports sont membres de droit de la Commission.

Les mandats des membres de la Commission sont exercés à titre gratuit.

Chaque club sportif, ayant au moins 50 membres affiliés à la Fédération sportive de sa discipline et son activité principale (c'est-à-dire au moins 50% de son activité) sur le territoire de la Commune d'Auderghem, peut mandater un délégué auprès de la Commission.

Les clubs sportifs occupant des infrastructures sportives communales mais ne répondant pas aux conditions leur permettant de mandater individuellement un délégué peuvent se regrouper par discipline sportive et proposer un délégué commun auprès de la Commission.

Les clubs sportifs peuvent désigner un suppléant du délégué qu'ils mandatent ou proposent en cas d'absence de ce dernier.

Les délégués des clubs sportifs et leurs éventuels suppléants sont agréés par le Collège des Bourgmestre et Echevins en fonction de leurs compétences dans le domaine du sport pour la durée de la législature.

Pour autant qu'ils satisfassent aux conditions susmentionnées, des clubs sportifs peuvent proposer des délégués en cours de législature.

La qualité de délégué implique une présence régulière aux réunions de la Commission et une participation active à l'organisation de ses manifestations.

Toute démission doit être adressée à l'Echevin des Sports, lequel la soumettra au Collège des Bourgmestre et Echevins. Un remplaçant du délégué démissionnaire peut être proposé.

Sur proposition de l'Échevin des Sports, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut révoquer un délégué ou un suppléant s'il ne satisfait pas aux objectifs de la Commission ou s'il nuit au bon fonctionnement ou à la bonne entente de la Commission.

Article 6.

La Commission est convoquée par l'Échevin des Sports ou par le Président à son initiative ou en suite d'une décision du bureau exécutif. Elle peut également être convoquée à la demande d'au moins un tiers de ses membres.

Article 7.

La convocation comportant l'ordre du jour doit être adressée aux membres au moins cinq jours ouvrables avant la date de la séance. Les convocations sont valablement adressées par courrier électronique par le service des Sports.

Article 8.

Les séances sont présidées par le Président de la Commission. En son absence, il est remplacé par le vice-président.

Article 9.

Les avis ou propositions pris au cours des séances sont adoptées à la majorité simple. Les avis de la minorité sont également joints au procès-verbal.

La présence d'un tiers des membres est requise pour statuer valablement.

Article 10.

Les actes ou avis qui engagent la Commission sont signés par l'Échevin des Sports et le Président.

En ce qui concerne les pouvoirs en matière financière et notamment les actes relatifs à l'utilisation d'un compte auprès d'un organisme financier, le bureau exécutif veille à ce que les signatures conjointes de deux personnes soient toujours requises, dont celle de l'Échevin des Sports et du Président ou d'une personne mandatée par celui-ci.

Le service des Sports veille à rentrer systématiquement tous les justificatifs ou extraits de compte auprès de la comptabilité.

Article 11.

La Commission délibère des points inscrits à l'ordre du jour.

Un point complémentaire peut toutefois être ajouté à l'ordre du jour avec l'assentiment de la majorité des membres présents.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au Président au moins deux jours avant l'assemblée.

Dans ces cas, le Président peut reporter tout avis ou proposition engageant la Commission à la prochaine séance de la Commission ou du bureau exécutif.

Article 12.

Les procès-verbaux des séances de la Commission sont consignés dans un registre spécial, conservé au siège de la Commission par le service des Sports.

Chaque procès-verbal est apposé de la signature de deux membres du Bureau exécutif, dont celle du Président ou d'une personne mandatée par celui-ci, après que les termes en aient été approuvés par la Commission ce, électroniquement ou lors de la séance suivante.

Une copie du procès-verbal est envoyée par mail à chaque membre.

Article 13.

Si la Commission l'estime nécessaire, elle peut créer des groupes de travail chargés de l'examen de questions nécessitant une étude spécifique ou de la préparation d'une activité ponctuelle. Lorsqu'elle le fait, elle désigne l'animateur de ce groupe de travail.

L'animateur peut faire appel à des personnes étrangères à la Commission eu égard à leurs compétences particulières.

Les groupes de travail sont tenus de faire un rapport à la Commission dans les délais fixés par celle-ci.

Article 14.

En cas d'absence d'un membre, celui-ci peut être remplacé par son suppléant.

CHAPITRE IV – ADMINISTRATION

Article 15.

L'Echevin des Sports convoque et préside à l'installation de la Commission.

Article 16.

Le Président de la Commission est désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins. La Commission constitue un bureau exécutif composé de l'Echevin des Sports, du Président et d'un vice-président.

La rédaction des PV est assurée par le service des Sports.

Le trésorerie est assurée par un comptable externe.

La désignation de la vice-présidence se fait à la majorité des suffrages. En cas de ballottage, un deuxième tour est organisé entre les deux candidats ayant obtenu le plus de voix.

Le bureau exécutif s'assure de l'avancement des travaux de la Commission et de ses groupes de travail. Le bureau exécutif se réunit sur convocation de l'Echevin des Sports ou du Président.

Le Bureau se réserve le droit d'inviter des consultants.

Article 17.

L'année sociale commence le 1er janvier et expire le 31 décembre.

Article 18.

Chaque année avant le 1er mars, excepté l'année d'installation, la Commission transmet un rapport d'activités comprenant notamment les comptes de l'exercice écoulé.

La Commission désigne à cette fin deux vérificateurs aux comptes.

Le comptable externe assiste à la séance au moment de la présentation des comptes.

Article 19.

La Commission peut percevoir tous types de recettes (subside, sponsoring, vente de produits dérivés, ...) en vue du financement de ses activités.

Article 20.

En cas de dissolution de la Commission, l'actif net de l'avoir social sera mis à la disposition du Conseil communal. Ce dernier est seul compétent pour prononcer la dissolution

Raadgevende Sportcommissie reglement - Wijziging

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gezien de raadgevende sportcommissie reglement van de Gemeenteraad van 28/03/2013 ;

BESLIST:

- de raadgevende sportcommissie reglement aan te nemen dat volgt:

HOOFDSTUK I – OPRICHTING, BENAMING EN ZETEL

Artikel 1.

Op initiatief van de Gemeenteraad van Oudergem wordt een “Raadgevende Sportcommissie” opgericht, hierna “de Commissie” genoemd.

Artikel 2.

De Commissie heeft haar zetel en secretariaat in het Gemeentehuis van Oudergem.

HOOFDSTUK II – DOELSTELLINGEN

Artikel 3.

De Commissie is een adviserend orgaan dat, als officieel erkende spreekbuis van de belangen van de vertegenwoordigde sportclubs, beraadslaagt over alle aangelegenheden die direct of indirect betrekking hebben op sport in de gemeente. De Commissie communiceert via **het Schepenambt van Sport** de resultaten van haar werkzaamheden ter informatie aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 4.

De Commissie is bevoegd, zowel op eigen initiatief als op verzoek van het College van Burgemeester en Schepenen of de Gemeenteraad, om advies uit te brengen over alle kwesties die sportclubs aanbelangen en om elke actie te ondernemen die gericht is op de promotie en aanmoediging van sportbeoefening in Oudergem.

De Commissie is met name bevoegd voor:

- **de promotie van sport in Oudergem**
- de promotie van sport voor personen met beperkte mobiliteit
- de coördinatie tussen sport en sociale actie (Pavillon – MJA – Preventie – **En Bord de Soignes** – OCMW)
- de uitvoering van initiatieven rond schoolsport in samenwerking met schooldirecties, met name wat betreft het belang van sportieve en voedingshygiëne
- ondersteuning van lokale initiatieven en administratieve en juridische steun aan sportclubs
- verbetering van de kennis en samenwerking tussen clubs
- organisatie van een sportfeest of **ander gemeentelijk initiatief**
- **communicatie met de sportdienst voor het up-to-date houden van de website van de sportdienst van Oudergem**

HOOFDSTUK III – SAMENSTELLING EN WERKING

Artikel 5.

De Commissie bestaat uit een afgevaardigde voorgesteld door de sportclubs en een vertegenwoordiger van elke democratische politieke partij die zetelt in de Gemeenteraad. De Burgemeester en de Schepenen van Sport zijn van rechtswege lid van de Commissie.

De mandaten van de leden van de Commissie zijn onbezoldigd.

Elke sportclub met minstens 50 leden aangesloten bij de sportfederatie van hun discipline en met hun hoofdactiviteit (d.w.z. minstens 50% van hun activiteit) op het grondgebied van de gemeente Oudergem, mag een afgevaardigde afvaardigen naar de Commissie.

Sportclubs die gemeentelijke sportinfrastructuur gebruiken maar niet voldoen aan de voorwaarden om individueel een afgevaardigde te mandateren, kunnen zich per sportdiscipline groeperen en gezamenlijk een afgevaardigde voorstellen.

Clubs kunnen ook een plaatsvervanger aanduiden voor hun gedelegeerde, voor het geval die afwezig is.

De afgevaardigden en hun eventuele plaatsvervangers worden erkend door het College van Burgemeester en Schepenen op basis van hun competenties in de sportsector en voor de duur van de legislatuur.

Clubs die tijdens de legislatuur aan de voorwaarden voldoen, kunnen alsnog afgevaardigden voorstellen.

De hoedanigheid van afgevaardigde impliceert een regelmatige aanwezigheid op de vergaderingen

van de Commissie en een actieve deelname aan de organisatie van haar evenementen.

Ontslag dient gericht te worden aan de Schepen van Sport, die dit voorlegt aan het College. Een vervanger kan worden voorgesteld. Op voorstel van de Schepen van Sport kan het College een afgevaardigde of plaatsvervanger ontslaan als die de doelstellingen van de Commissie niet behaalt of het goede functioneren of de samenwerking binnen de Commissie schaadt.

Artikel 6.

De Commissie wordt bijeengeroepen door de Schepen van Sport of door de Voorzitter op eigen initiatief of op voorstel van het uitvoerend bureau. Ze kan ook worden samengeroepen op verzoek van minstens een derde van haar leden.

Artikel 7.

De oproep met de agenda moet minstens vijf werkdagen voor de vergadering naar de leden worden verzonden. Oproepen worden geldig verzonden per e-mail door de sportdienst.

Artikel 8.

De vergaderingen worden voorgezeten door de Voorzitter. Bij diens afwezigheid wordt hij vervangen door de ondervoorzitter.

Artikel 9.

Besluiten en voorstellen worden aangenomen bij eenvoudige meerderheid. Minderheidsstandpunten worden aan het verslag toegevoegd.

Minstens een derde van de leden moet aanwezig zijn om geldig te kunnen beslissen.

Artikel 10.

Documenten of adviezen die de Commissie binden, worden ondertekend door de Schepen van Sport en de Voorzitter.

Voor financiële bevoegdheden, en met name handelingen met betrekking tot het gebruik van een bankrekening, is steeds een dubbele handtekening vereist: die van de Schepen van Sport en die van de Voorzitter of een door hem gemachtigde persoon.

De sportdienst zorgt voor het systematisch indienen van alle bewijsstukken of uittreksels bij de boekhouding.

Artikel 11.

De Commissie bespreekt de punten op de agenda. Extra punten kunnen toegevoegd worden met instemming van de meerderheid van de aanwezige leden.

Voorstellen die niet op de agenda staan, moeten minstens twee dagen voor de vergadering aan de Voorzitter bezorgd worden.

In dergelijke gevallen kan de voorzitter een voor de Commissie bindend advies of voorstel uitstellen tot de volgende vergadering van de Commissie of het dagelijks bestuur.

Artikel 12.

De PV's van de vergaderingen worden opgenomen in een speciaal register, bewaard op het secretariaat van de sportdienst.

Elk PV wordt ondertekend door twee leden van het uitvoerend bureau, waaronder de Voorzitter of diens gemachtigde, nadat de tekst door de Commissie werd goedgekeurd, elektronisch of op de volgende vergadering.

Een kopie van het PV wordt per mail aan elk lid bezorgd.

Artikel 13.

De Commissie kan werkgroepen oprichten voor specifieke studies of de voorbereiding van een eenmalige activiteit. Zij wijst een coördinator aan voor elke werkgroep.

De coördinator kan externe personen uitnodigen op basis van hun expertise.

Werkgroepen rapporteren aan de Commissie binnen de door haar vastgestelde termijnen.

Artikel 14.

Bij afwezigheid van een lid kan deze worden vervangen door diens plaatsvervanger.

HOOFDSTUK IV – ADMINISTRATIE

Artikel 15.

De Schepen van Sport roept de Commissie bijeen en zit de installatievergadering voor.

Artikel 16.

De Voorzitter van de Commissie wordt benoemd door het College van Burgemeester en Schepenen. De Commissie stelt een uitvoerend bureau samen, bestaande uit de Schepen van Sport, de Voorzitter

en een ondervoorzitter.

De sportdienst staat in voor het opstellen van de PV's.

De financiën worden beheerd door een externe boekhouder.

De ondervoorzitter wordt verkozen bij meerderheid van stemmen. Bij gelijke stemmen volgt een tweede ronde tussen de twee kandidaten met de meeste stemmen.

Het uitvoerend bureau waakt over de voortgang van het werk van de Commissie en haar werkgroepen. Het komt samen op uitnodiging van de Schepen van Sport of de Voorzitter.

Het Bureau behoudt zich het recht voor om adviseurs uit te nodigen.

Artikel 17.

Het werkjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

Artikel 18.

Elk jaar vóór 1 maart, behalve het eerste jaar na de installatie, bezorgt de Commissie een activiteitenverslag met daarin de rekeningen van het afgelopen jaar.

De Commissie duidt twee interne revisoren aan.

De externe boekhouder woont de vergadering bij waarin de rekeningen worden voorgesteld.

Artikel 19.

De Commissie mag allerlei inkomsten verwerven (subsidies, sponsoring, verkoop van merchandising, enz.) ter financiering van haar activiteiten.

Artikel 20.

Bij ontbinding van de Commissie wordt het netto actief ter beschikking gesteld van de Gemeenteraad. Enkel de Raad is bevoegd om de ontbinding uit te spreken.

4 annexes / 4 bijlagen

Règlement_Commission_Sportive_FR_nouveau.docx, Reglement_Sportcommissie_NL_nouveau.docx, Règlement_Commission_Sportive_FR_ancien.pdf, Reglement_Sportcommissie_NL_ancien.pdf

17 **Règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Centre sportif - Modification**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu le règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Centre sportif en vigueur;

Vu l'ajout d'un article pour répondre à la problématique des nuisances sonores;

DECIDE

- d'adopter le règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Centre sportif suivant:

Article 1.

Le présent règlement est d'application dans les locaux et annexes du Centre Sportif Communal d'Auderghem sise chaussée de Wavre 1690 à 1160 Bruxelles.

Il s'applique à toutes les personnes qui fréquentent le Centre.

Ce règlement sera affiché dans le sas d'entrée et chacun est censé en avoir pris connaissance.

Article 2.

L'occupation des Salles est subordonnée à l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Auderghem et au strict respect de l'horaire d'occupation établi par lui.

Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire sous forme d'un titre personnel et incessible qui n'engage pas la responsabilité de la commune et sont révocables.

Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

Elles peuvent aussi être suspendues ou retirées par le collège des bourgmestre et échevins lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement ou au règlement général de police, conformément à la procédure prévue à l'Article 119bis de la Nouvelle loi communale sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité

Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'utilisation de celle-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique.

La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non,

de l'activité visée par l'autorisation.

L'acte d'autorisation doit être disponible sur les lieux mis à disposition et être exhibée à toute réquisition de la police ou de toute autre personne habilitée.

Article 3.

L'autorisation d'occupation est subordonnée au paiement d'une taxe fixée par le règlement fixant les taxes pour l'occupation des infrastructures sportives communales.

Article 4.

Les demandes d'occupation permanentes qui concerne les occupations hebdomadaires régulières ou la participation à un championnat officiel de la saison suivante doivent toujours être introduites le plus tôt possible et, en tout cas, avant le 30 juin de la saison précédente.

Après cette échéance et en cours de saison, les réservations se feront en tenant compte des heures laissées libres par les championnats des diverses disciplines et les occupations hebdomadaires programmées.

Le planning est affiché à l'avance au local de réception des salles et des réservations pour les heures encore disponibles peuvent se faire après contact avec le service des Sports de l'Administration communale.

Article 5.

Les Salles de sport sont ouvertes de 8h à 23h. Elles sont accessibles conformément aux autorisations dûment accordées et au tableau horaire d'occupation arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Toute modification de cet horaire est de la compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins, lequel se réserve le droit de le modifier de sa propre initiative si les nécessités de fonctionnement ou de gestion l'exigent.

Article 6.

Le titulaire de l'autorisation ne peut leur donner aux salles aucune autre destination que celle pour laquelle l'autorisation lui a été accordée. Il est tenu d'occuper, à l'exclusion de toute autre, l'aire sportive qui lui a été attribuée.

Il ne peut non plus, de sa propre initiative, modifier la durée de l'occupation qui lui a été octroyée.

Article 7.

Le titulaire d'une autorisation d'occuper une aire de jeux ne peut céder sans l'accord du Collège des Bourgmestre et Echevins cette autorisation à d'autres personnes ou groupements.

Article 8.

Toute modification d'horaire des activités, qu'elle soit permanente ou occasionnelle (réservation, annulation, changement de jour ou d'heure) devra être sollicitée auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins au moins quinze jours à l'avance.

Dans la mesure du possible, les modifications seront intercalées dans l'horaire établi en tenant compte du calendrier des autres disciplines.

Les groupements intéressés par ces changements devront s'efforcer d'organiser leurs activités en fonction de ces modifications indépendantes de la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins et dont celui-ci ne pourra être rendu responsable.

Article 9.

Les titulaires d'autorisations d'occupation devront avoir fait couvrir leur responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers (autres occupants ou usagers comme personnes extérieures) et aux biens, équipements et installations mis à disposition par une police d'assurance.

Article 10.

Le titulaire de l'autorisation d'occupation reste toujours personnellement responsable vis-à-vis des tiers et de n'importe quelle autorité ou administration.

Il est tenu, le cas échéant, de payer taxes, impôts, droits d'auteurs et autres redevances éventuelles qu'entraîneraient ses activités, en ce compris la pratique de sports.

Article 11.

Les titulaires d'autorisations d'occupation sont, pendant la durée de l'occupation, responsables de tout dommage causé, tant aux locaux eux-mêmes qu'à leurs dépendances et à l'équipement, aussi bien par les affiliés que par toute autre personne des clubs adverses.

Tout dommage causé entraînera l'indemnisation intégrale par le titulaire de l'autorisation, sans

préjudice de sanctions administratives qui pourraient également être prises.

Article 12.

Les groupements sans personnalité juridique utilisant les Salles devront désigner une personne qui sera responsable vis-à-vis du Collège des Bourgmestre et Echevins de l'application du présent règlement et du respect des consignes et recommandations qui pourraient être faites par toute personne qualifiée.

Article 13.

On ne peut utiliser les aires de jeux qu'en portant des chaussures de sport à semelles plates (les cales, studs et spikes sont interdits), ces chaussures devront être dans un parfait état de propreté et auront des semelles qui ne sont pas susceptibles de laisser des traces sur le sol.

Article 14.

L'accès aux aires de jeux n'est permis qu'aux personnes dont la présence est indispensable au bon déroulement des entraînements et des compétitions.

Les accompagnants, qu'ils soient membres de clubs sportifs ou simple spectateur, doivent se tenir, soit dans les tribunes, soit dans la Cafétéria, soit dans une zone qui leur est ponctuellement réservée et qui doit être déterminée de commun accord avec le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Si des accompagnants sont ainsi exceptionnellement acceptés dans une salle, ils le sont sous l'entière responsabilité du titulaire de l'autorisation d'occupation et doivent être encadrés par celui-ci.

Article 15.

Les utilisateurs des aires de jeux ne peuvent se déshabiller ou se vêtir que dans les locaux destinés à cet effet. Une liste des vestiaires à occuper est affichée, les utilisateurs sont tenus de la respecter scrupuleusement.

En cas d'occupation simultanée d'un même vestiaire par plusieurs titulaires d'autorisations d'occupation, ils doivent faire grouper les vêtements de leurs adhérents afin de faciliter l'installation des autres sportifs.

Article 16.

Chaque titulaire de l'autorisation d'occupation est aussi responsable de la bonne utilisation des vestiaires, des douches et du respect du présent règlement par les clubs «visiteurs».

Article 17.

L'autorisation d'occuper les locaux sportifs implique l'autorisation d'utiliser, suivant le tableau d'occupation, les clefs des vestiaires et des douches nécessaires, et ce, pendant le temps strictement indispensable, à savoir, au maximum une demi-heure avant et une demi-heure après la durée de l'activité

Article 18.

Les titulaires d'autorisations d'occupation et les personnes dont ils répondent doivent veiller à ne pas perturber les activités des autres personnes autorisées à occuper les locaux. A cet effet, ils veilleront à n'utiliser que l'aire de jeux qui leur a été attribuée ; ils commenceront et termineront leurs propres activités aux heures prévues, en ce compris la pose et la remise en place du matériel.

Ils s'organiseront aussi pour libérer les vestiaires et les douches dans les délais prescrits à l'Article 17.

Article 19.

Les personnes, joueurs ou spectateurs, qui par leur comportement, nuiraient à la bonne tenue ou au bon fonctionnement de l'établissement ou qui ne respecteraient pas les prescriptions réglementaires et recommandations qui leur sont faites, pourraient être expulsées et l'accès de l'établissement pourrait leur être interdit, soit temporairement, soit définitivement.

Article 20.

Les titulaires d'autorisations d'occupation doivent procéder, suivant les directives données, à la mise en place ainsi qu'au démontage et au rangement, aux endroits prévus, du matériel qui leur est nécessaire. Ces opérations doivent se faire à l'intérieur de la plage horaire qui a été attribuée au club et sans dépasser leur heure de fin d'activité.

Le titulaire de l'autorisation d'occupation est tenu de surveiller le bon déroulement de ces opérations. Il veillera aussi à ce que le matériel ne soit ni poussé, ni traîné par terre afin d'éviter toute détérioration du revêtement.

Article 21.

Afin d'éviter des accidents et une détérioration rapide du matériel, tout titulaire d'autorisation

d'occupation est prié d'informer, le plus tôt possible, le Collège des Bourgmestre et Echevins de toute défectuosité constatée au niveau des équipements.

Article 22.

Le matériel éventuellement apporté dans les locaux sportifs l'est au propre risque des titulaires d'autorisations d'occupation et moyennant autorisation préalable. Si ce matériel reste en permanence dans les locaux et est normalement accessible, il est à la disposition de toute personne autorisée à occuper les locaux.

Article 23.

Le titulaire d'autorisation d'occupation et toute personne dont il répond qui quitte une des salles de sport alors qu'il n'y a pas d'occupation immédiatement après lui doit éteindre l'éclairage et impérativement fermer la porte avec les moyens mis à sa disposition.

Sa responsabilité est engagée en cas d'occupation illicite ou d'accident qui surviendrait suite à un défaut de fermeture de ces locaux.

Article 24.

Les manifestations revêtant un caractère exceptionnel feront l'objet d'un examen particulier, dans chaque cas, par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Pour ces manifestations, un règlement séparé définira les conditions dans lesquelles elles doivent se dérouler.

Article 25.

L'utilisation des locaux par des sportifs individuels non organisés pourra être autorisée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 26.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décline toute responsabilité quelconque en cas de vol, de perte ou de détérioration d'objets personnels ou de matériel appartenant à des groupements ou des personnes fréquentant les installations.

Article 27.

Sauf autorisation expresse, l'affichage est interdit sur les murs, portes et vitres. Par contre, divers panneaux d'affichage sont mis à la disposition des clubs et des utilisateurs.

Il n'y a pas d'autorisation d'affichage préalable sur ces panneaux mais le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve cependant le droit de retirer des annonces qu'il jugerait inadéquates.

Article 28.

Les réclamations éventuelles sont à adresser au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Auderghem.

Article 29

Obligation de respecter les normes de bruits fixés par le Gouvernement selon l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 1997 et ses arrêtés d'exécution relative à la lutte contre les nuisances sonores en milieu urbain.

L'utilisation d'instruments de musique et d'amplificateurs sonores (baffles) est interdite du lundi au vendredi de 22h à 7h, le samedi de 19h à 7h et le dimanche.

Le non-respect des normes de bruits sera puni d'une amende administrative de maximum 250€ conformément à l'article 30.

Le non-respect des normes de bruits entraînant des amendes infligées à la Commune seront répercutées sur les occupants selon le tableau d'occupation.

Article 30.

Sera puni d'une amende administrative de maximum 250 €, quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement.

Bezettingsreglement en reglement van interne orde van het Sportcentrum - Wijziging

DE RAAD,

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet, artikel;

Gezien de huidige bezettingsreglement en reglement van interne orde van het Sportcentrum;

Gezien de toevoeging van een artikel over geluidsoverlast;

BESLIST

- de hieronder bezettingsreglement en reglement van interne orde van het Sportcentrum goed te keuren

:

Artikel 1

Huidig reglement is van toepassing in de lokalen en bijgebouwen van het Gemeentelijk Sportcentrum van Oudergem, gelegen in de Waversesteenweg 1690 te 1160 Oudergem.

Het is van toepassing voor alle personen die het Centrum bezoeken.

Dit reglement zal in de ingang worden opgehangen en ieder wordt verondersteld er kennis van hebben te genomen.

Artikel 2

De bezetting van de zalen is onderhevig aan de goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Oudergem. De bezettingsduur moet strikt gerespecteerd worden.

De aangehaalde toestemmingen in huidig reglement worden uitgeleverd bij wijze van gunst, ze zijn persoonlijk en onoverdraagbaar en vallen niet onder de verantwoordelijkheid van de gemeente. De toestemmingen zijn tevens herroepbaar.

Ze kunnen op elk moment worden teruggetrokken wanneer het algemeen belang dit vereist.

Ze kunnen ook opgeschort of teruggetrokken worden door het College van Burgemeester en Schepenen wanneer de titularissen een inbreuk plegen op huidig reglement of op het algemeen politiereglement, conform aan de procedure voorzien in het artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet zonder dat de begunstigde aanspraak kan maken op een schadevergoeding.

De begunstigten moeten zich strikt aan de voorschriften van de toestemmingsacte houden en moeten er op toezien dat er bij de uitvoer hiervan geen schade berokkend wordt aan derden, noch dat de veiligheid, de rust, de heilzaamheid en de openbare reinheid in het gedrang komt.

De gemeente is niet verantwoordelijk voor schade, door de fout van de ondergetekende of door anderen, die zou ontstaan bij de uitvoer van de activiteit waarvoor deze toestemming werd opgemaakt. Het document betreffende de toestemming moet op de te beschikking gestelde plaats aanwezig zijn en moet op vraag van de politie of elk ander bevoegd persoon getoond kunnen worden.

Artikel 3

De toelating tot het gebruik van de zalen kan ook onderhevig zijn aan het betalen van een belasting die is vastgelegd door een reglement betreffende de te betalen belasting voor het gebruik van gemeentelijk sportinfrastructuren.

Artikel 4

De aanvragen voor permanente bezetting betreffende de wekelijks terugkerende activiteiten of de deelname aan een officieel kampioenschap tijdens het volgende seizoen moeten steeds zo snel mogelijk worden opgemaakt en in elk geval voor de 30ste juni van het vorig seizoen.

Na deze datum en tijdens het seizoen zelf zullen de reservaties gebeuren naargelang het uurrooster van de reeds geboekte bezettingen voor kampioenschappen van verschillende disciplines en wekelijks geprogrammeerde terugkerende bezettingen.

De planning wordt op voorhand aan het lokaal van de receptie van de zalen opgehangen en reservaties voor de nog vrije uren mogen na afspraak met het secretariaat van de Sportcommissie vast worden gelegd.

Artikel 5

De sportzalen zijn geopend van 8h tot 23h. Ze zijn toegankelijk conform de naar behoren gegeven toestemming en het uurrooster goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen.

Enkel het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd voor wat de wijzigingen van dit uurrooster betreft. Zij heeft het recht om dit te wijzigen naar eigen initiatief indien dit nodig blijkt voor de goede werking of het goed beheer van het schema.

Artikel 6

De titularis van de bezettingstoestemming mag enkel de zaal gebruiken waarvoor hij toestemming heeft gekregen, de zaal die hem werd toegewezen. Hij mag tevens de toegelaten tijdsduur niet op eigen initiatief wijzigen.

Artikel 7

Degene die de toelating kreeg om de zaal te gebruiken mag dit akkoord niet aan derden doorgeven zonder goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 8

Alle wijzigingen aan het activiteitenrooster (reservatie, annulatie, verandering van dag of uurrooster),

zowel voor de permanente als voor de éénmalige activiteiten, zullen tenminste 2 weken voordien aan het College van Burgemeester en Schepenen moeten worden voorgelegd. Indien mogelijk zal de wijziging in het reeds opgestelde uurrooster worden ingelast rekening houdend met de kalender van de andere disciplines.

De organisatie die deze veranderingen aanbelangt zal zich moeten inspannen om hun activiteiten te organiseren in functie van de wijzigingen die niet afhangen van de wil van het College van Burgemeester en Schepenen en waarvoor deze niet verantwoordelijk kan worden geacht.

Artikel 9

De titularis van de bezettingstoestemming die de sportlokalen gebruiken zullen een verzekering afsluiten voor dekking van hun aansprakelijkheid jegens derden. Dit zowel voor schade berokkend aan derden (andere gebruikers of personen van buitenuit) als aan de ter beschikking gestelde bezittingen, uitrustingen en installaties

Artikel 10

De titularis van de bezettingstoestemming van de installaties blijft steeds persoonlijk aansprakelijk jegens derden en jegens elke autoriteit. Hij wordt er aan gehouden, zo nodig, belastingen, auteursrechten en andere eventuele bijdragen die deze activiteiten met zich zouden meebrengen, te betalen.

Artikel 11

De titularis van de bezettingstoestemming is, tijdens de duur van hun activiteit, aansprakelijk voor alle opgelopen schade, zowel aan de lokalen zelf als aan de bijgebouwen en de uitrusting. Dit geldt zowel voor schade veroorzaakt door de leden van de club zelf als door alle andere personen van de tegenpartijen.

Alle schade zal integraal vergoed worden door de titularis van de toestemming, zonder afbreuk te doen aan de administratieve boetes die eveneens zouden kunnen worden opgelegd.

Artikel 12

De groepen zonder juridische persoonlijkheid die de zalen zullen gebruiken moeten een persoon aanstellen die tegenover het College van Burgemeester en Schepenen verantwoordelijk zal zijn. Hij moet er voor zorgen dat huidig reglement alsook de instructies en aanbevelingen die door een bevoegd persoon worden gegeven, gerespecteerd worden.

Artikel 13

De sportzalen mogen enkel betreden worden met vlakke sportschoenen (stutzolen, studs en spikes zijn verboden). Deze schoenen moeten perfect proper zijn en de zolen mogen geen sporen nalaten op de vloer.

Artikel 14

De toegang tot de speelterreinen is slechts toegestaan aan de personen waarvan de aanwezigheid noodzakelijk is voor het goed verloop van de trainingen en de competities. De begeleiders, of het nu clubleden of gewone toeschouwers zijn, moeten zich ofwel in de tribunes, in de cafeteria of in een zone die precies is aangeduid mits akkoord van het College van Burgemeester en Schepenen, begeven. Indien begeleiders in uitzonderlijke gevallen worden toegestaan in een zaal zullen zij dat onder volledige verantwoordelijkheid en begeleiding van de titularis van de bezettingstoestemming staan.

Artikel 15

De gebruikers van de sportzalen mogen zich enkel omkleden in de lokalen die hiervoor voorzien zijn. Er is een lijst van te gebruiken kleedkamers aanwezig, de gebruikers worden geacht zich hier nauwgezet aan te houden. Indien een kleedkamer tegelijkertijd door meerdere titularissen van de bezettingstoestemmingen wordt gebruikt, moeten zij er voor zorgen dat de kledij van hun leden gegroepeerd wordt zodat de andere sportlui over voldoende ruimte beschikken om zich om te kleden.

Artikel 16

Elke titularis van de toestemming, is ook verantwoordelijk voor het correcte gebruik van de kleedkamers en douches. Zij moeten er ook op toezien dat de “bezoekers” huidig reglement respecteren.

Artikel 17

De toestemming tot gebruik van de sportzalen houdt ook de toestemming tot gebruik van de nodige kleedkamers en douches in, dit volgens de bezettingstabel en gedurende de strikt nodige tijd, met name, maximum een half uur vóór en een half uur na de sportactiviteit.

Artikel 18

De titularis van de bezettingstoestemming en de personen die onder zijn verantwoordelijkheid vallen moeten er op toezien dat de activiteiten van de andere personen of andere die de toestemming hebben om de zalen te gebruiken niet verstoord worden; daarom zullen zij enkel de zaal gebruiken die hen werd toegewezen, zullen zij hun eigen activiteiten starten en eindigen op het voorziene tijdstip en dit met inbegrip van het plaatsen en opbergen van het materiaal.

Zij zullen er ook op toezien dat de kleedkamers en de douches in de in het artikel 17 voorziene tijdspanne vrij zijn gemaakt.

Artikel 19

De personen, zowel spelers als toeschouwers, die door hun gedrag, de netheid en/of de goede werking van het Centrum verstoren of die de reglementaire voorschriften en de hen opgegeven aanbevelingen niet respecteren, zullen, tijdelijk of permanent, een verbod krijgen het sportcomplex te betreden.

Artikel 20

De titularis van de bezettingstoestemming van de zalen moeten volgens de opgegeven richtlijnen het materiaal dat zij gebruiken opstellen en terug opbergen op de hiervoor aangeduide plaatsen. Dit moet gebeuren tijdens de tijdspanne die hen werd toegewezen en zonder het uur van einde van de activiteit te overschrijden.

De titularis van de toestemming moet er op toezien dat dit in goede orde gebeurt, hij zal er ook op letten dat het materiaal niet geduwd noch over de grond gesleept wordt om beschadiging van de vloer te voorkomen.

Artikel 21

Teneinde ongelukken en beschadiging aan het materiaal te voorkomen verzoeken wij elke titularis van de bezettingstoestemming om zo snel mogelijk het College van Burgemeester en Schepenen te verwittigen indien er een gebrek aan de toestellen wordt vastgesteld.

Artikel 22

Indien er zelf materiaal meegebracht wordt in de zaal is dat volledig onder verantwoordelijkheid van de titularis van de bezettingstoestemming. Indien dit materiaal in de zaal zou blijven staan en toegankelijk is, zal dit door alle personen die de toestemming kregen de zalen te gebruiken mogen gebruikt worden.

Artikel 23

De titularis van de bezettingstoestemming alsook alle personen die onder zijn verantwoordelijkheid vallen, die de zaal verlaten wanneer er na hen niemand anders de zaal bezet, moeten er op toezien dat de lichten worden gedoofd en moeten de deuren sluiten met de middelen die hen hiervoor ter beschikking werden gesteld. Hij is verantwoordelijk indien er na hem ongeoorloofd gebruik wordt gemaakt van de zaal alsook voor ongelukken die, door het niet afsluiten van deze zalen, zouden voorvallen.

Artikel 24

De evenementen met een uitzonderlijk karakter zullen, in elk geval, onderzocht worden door het College van Burgemeester en Schepenen. Voor deze gebeurtenissen zal een afzonderlijk reglement worden opgemaakt waarin de voorwaarden voor het verloop hiervan vermeld zullen staan.

Artikel 25

Niet georganiseerde individuele sportievelingen mogen ook gebruik maken van de zalen mits toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen

Artikel 26

Het College van Burgemeester en Schepenen is niet verantwoordelijk in geval van diefstal, verlies of beschadiging van persoonlijke objecten of van materiaal dat aan een club of aan personen die de infrastructuur bezoeken, behoort.

Artikel 27

Behalve uitdrukkelijke toelating, is het verboden affiches op de muren, deuren en vensters te plakken. Hiervoor staan aanplakpanelen ter beschikking van de clubs en de zaalgebruikers. Er moet voor het aanplakken van affiches op deze panelen vooraf geen toestemming worden gevraagd aan het College van Burgemeester en Schepenen, maar zij behoudt zich wel het recht om affiches die zij ongepast vindt te verwijderen.

Artikel 28

Eventuele bezwaren moeten aan het College van Burgemeester en Schepenen van Oudergem worden gericht.

Artikel 29

Verplichting tot het naleven van de geluidsnormen die zijn vastgesteld door de Regering overeenkomstig de Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 juli 1997 en haar uitvoeringsbesluiten betreffende de bestrijding van geluidshinder in een stedelijke omgeving.

Het gebruik van muziekinstrumenten en geluidsversterkers (luidsprekers) is verboden van maandag tot vrijdag van 22u tot 7u, op zaterdag van 19u tot 7u, en op zondag.

Het niet naleven van de geluidsnormen zal worden bestraft met een administratieve boete van maximaal 250€, conform artikel 30.

De overtreding van de geluidsnormen die aanleiding geeft tot boetes opgelegd aan de Gemeente, zal worden doorgerekend aan de gebruikers volgens de bezettingstabel.

Artikel 30

Enieder die zich niet aan de voorschriften van huidig reglement houdt zal een administratieve boete van maximum 250 € opgelegd krijgen.

5 annexes / 5 bijlagen

ROI_Sportcentrum_NL_ancien.doc, ROI_Centre_sportif_FR_nouveau.doc, DAOUT - litige bruit Willegems.pdf, ROI_Centre_sportif_FR_ancien.doc, ROI_Sportcentrum_NL_nouveau.doc

Espace Public - Publieke Ruimte

18 Convention relative à un accord de coopération dans le cadre du projet Jesus-Eik - Phase 1

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232;

Vu que la Commune d'Auderghem est le gestionnaire de voirie de la rue des Bûcherons, située à la limite communale avec Overijse;

Vu le projet de réaménagement de l'axe E411, des ponts traversant la E411 et de la partie commerçante située en partie sur Auderghem et en partie sur Overijse (sur Jesus-Eik) ;

Vu que ce projet est mené par la Werkvennootschap, en charge de ces réaménagements du réseau routier ;

Considérant que dans le cadre de ce réaménagement, la Werkvennootschap a besoin de l'autorisation de la Commune d'Auderghem pour intervenir sur les voiries dont elle a la gestion;

Considérant que dans le cadre de ce réaménagement important, la Werkvennootschap rénovra également la rue des Bûcherons et que après la réception provisoire, les travaux de la rue des Bûcherons seront transférés à la Commune;

Considérant que le coût des travaux est supporté par la Werkvennootschap;

Décide

- de marquer son accord sur l'Accord de coopération dans le cadre du projet Jesus-Eik - Phase 1 ci-annexé;
- de charger la Bourgmestre et le Secrétaire communal de signer la Convention ci-annexée;

Samenwerkingsovereenkomst in het kader van het project Jesus-Eik - Fase 1

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder op de artikelen 117 en 232; Gelet op het feit dat de gemeente Oudergem wegbeheerder is van de Houthakkersstraat, gelegen op de gemeentegrens met Overijse;

Gelet op het project voor de heraanleg van de E411, de bruggen die de E411 kruisen en het winkelgebied dat deels in Oudergem en deels in Overijse (op Jezus-Eik) ligt;

Overwegende dat dit project wordt uitgevoerd door het Werkvennootschap, dat verantwoordelijk is voor deze herinrichtingen van het wegennet;
 Overwegende dat het Werkvennootschap in het kader van deze heraanleg de toelating van de gemeente Oudergem nodig heeft om in te grijpen op de wegen die het beheert;
 Overwegende dat de Werkvennootschap in het kader van deze grote heraanleg ook de Bûcheronsstraat zal renoveren en dat de werken aan de Bûcheronsstraat na voorlopige oplevering aan de gemeente zullen worden overgedragen;
 Overwegende dat de kosten van de werkzaamheden ten laste komen van de Werkvennootschap;
BESLIST

- in te stemmen met de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst voor het project Jezus-Eik - Fase 1;
- de Burgemeester en de Gemeentesecretaris op te dragen bijgaande overeenkomst te ondertekenen;

11 annexes / 11 bijlagen

SWO-DWV-Oudergem - Jezus-Eik-Fase 1_bijlage 2_plan 1.pdf, SWO-DWV-Oudergem - Jezus-Eik-Fase 1_bijlage 2_plan 5.pdf, SWO-DWV-Oudergem - Jezus-Eik-Fase 1_bijlage 2_plan 2.pdf, SWO-DWV-Oudergem - Jezus-Eik-Fase 1_bijlage 2_plan 3.pdf, SWO-DWV-Oudergem - Jezus-Eik-Fase 1_bijlage 1_unieke verantwoordingsnota-26-50.pdf, SWO-DWV-Oudergem - Jezus-Eik-Fase 1_bijlage 1_unieke verantwoordingsnota-51-75.pdf, SWO-DWV-Oudergem - Jezus-Eik-Fase 1_bijlage 2_plan 4.pdf, SWO-DWV-Oudergem - Jezus-Eik-Fase 1_bijlage 1_unieke verantwoordingsnota-1-25.pdf, SWO-DWV-Oudergem - Jezus-Eik-Fase 1 - 27022025.docx, SWO-DWV-Oudergem - Jezus-Eik-Fase 1 - FR.docx, SWO-DWV-Oudergem - Jezus-Eik-Fase 1_bijlage 1_unieke verantwoordingsnota-76-100.pdf

Enseignement - Formation - Onderwijs - vorming

19 ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL - Statut du personnel enseignant - Nouvelle échelle barémique 50A applicable aux membres du personnel de l'enseignement fondamental et détenteurs d'un titre jugé suffisant.

LE CONSEIL,

Vu les articles 147 et 149 de la loi communale;

Vu le décret du 6 juin 1994 relatif au statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Vu la circulaire 6409 du 20 octobre 2017 remplaçant la circulaire n° 5813 du 8 juillet 2016, et relative à la réforme des titres et fonctions (version 3);

DECIDE

d'arrêter, conformément à la circulaire 6409 de la Fédération Wallonie-Bruxelles relative à la réforme des titres et fonctions, et au tableau ci-dessous, l'échelle barémique 50A applicable aux membres du personnel enseignant porteurs d'un titre suffisant correspondant au barème 501.

Barème 50A (titre jugé suffisant pour le barème 501)

MINIMUM	MAXIMUM	AUGMENTATIONS		
20.641,89 €	39.525,19 €	Nombre d'augmentations	Périodes	Montant
		1	1	691,13 €
		1	1	1.382,26 €

		1	3	1.293,07 €
		10	2	1.293,07 €
61 ans : 38.232,12 €				
62 ans : 39.525,19 €				

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux ainsi qu'aux services communaux concernés.

BASISONDERWIJS - Statuut van het onderwijzend personeel - Nieuwe schaal 50A van toepassing op leden van het basisonderwijs en houders van een voldoende geachte kwalificatie.

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 147 en 149 van de gemeentewet;

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 betreffende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op circulaire 6409 van 20 oktober 2017 ter vervanging van circulaire nr. 5813 van 8 juli 2016, en betreffende de hervorming van titels en functies (versie 3);

BESLIST

om overeenkomstig circulaire 6409 van de Federatie Wallonië-Brussel betreffende de hervorming van titels en functies, en onderstaande tabel, de schaal 50A aan te nemen die van toepassing is op leden van het onderwijzend personeel die houder zijn van een voldoende titel die overeenkomt met schaal 501.

Schaal 50A (titel voldoende geacht voor schaal 501)

MINIMUM	MAXIMUM	VERHOGINGEN		
20.641,89 €	39.525,19 €	Aantal verhogingen	Perioden	Bedrag
		1	1	691,13 €
		1	1	1.382,26 €
		1	3	1.293,07 €
		10	2	1.293,07 €
61 jaar : 38.232,12 €				
62 jaar : 39.525,19 €				

Deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met de lokale besturen, en aan de betrokken gemeentelijke diensten.

Secrétariat - Secretariaat

20 Question orale de Madame Laure Henvard (MR-Les Engagés-VLD-CDV) : financement du sport à Auderghem

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les échevins et échevins, chers collègues,

Dans son édition des 1er et 2 mars, le journal Le Soir consacrait 9 pages au sport à Bruxelles sous le titre général « Le sport à bout de souffle », grâce au travail de douze étudiants de l'IHECS.

Entre autres choses, on y découvre un article traitant du financement des infrastructures sportives avec une analyse portant sur les sources de financement disponibles entre région, communes, COCOF et

même COCOM.

Une carte de la répartition des subsides régionaux attribués aux infrastructures sportives en euro par habitant est proposée. Elle couvre la période 2019-2024. Les disparités entre communes bruxelloises interpellent : le maximum est atteint par la commune de Saint Gilles avec 213,7 euros par habitant, le minimum est l'apanage de notre commune d'Auderghem avec... 19,3 euros par habitant. Nos voisins immédiats sont apparemment mieux servis : 126,8 euros à Woluwé-Saint-Pierre et 68,3 euros à Watermael-Boitsfort. D'après le journal, les subsides régionaux sont attribués via des appels à projet. Le financement régional est de 70 à 75%, le reste est à charge des communes.

Mes questions sont les suivantes :

- Pouvez-vous confirmer et expliquer la faiblesse des subsides régionaux attribués à Auderghem ?
- Pouvez-vous nous préciser si des projets ont été déposés par la commune et quel en était l'objet ? Par ailleurs, certains de ces projets ont-ils été refusés par la région et pour quels motifs ?
- Un budget communal était-il réservé pour couvrir les 25 à 30% non subsidiés de ces projets ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Mondelinge vraag van mevrouw Laure Henvard (MR-Les Engagés-VLD-CDV): financiering van sport in Oudergem

Mevrouw de Burgemeester, Dames en heren schepenen, beste collega's,
In haar editie van 1 en 2 maart wijdde de krant Le Soir 9 pagina's aan de sport in Brussel onder de algemene titel "De sport buiten adem", dankzij het werk van twaalf studenten van de IHECS. Onder andere ontdekte men een artikel over de financiering van sportinfrastructuren met een analyse van de beschikbare financieringsbronnen tussen de regio, gemeenten, COCOF en zelfs COCOM. Er werd een kaart gepresenteerd met de verdeling van de regionale subsidies die aan sportinfrastructuren werden toegekend in euro per inwoner. Deze kaart bestrijkt de periode 2019-2024. De verschillen tussen de Brusselse gemeenten vallen op: het maximum wordt bereikt door de gemeente Sint-Gillis met 213,7 euro per inwoner, het minimum is voor onze gemeente Oudergem met... 19,3 euro per inwoner. Onze onmiddellijke burens lijken blijkbaar beter bediend te zijn: 126,8 euro in Sint-Pieters-Woluwe en 68,3 euro in Watermaal-Bosvoorde. Volgens de krant worden de regionale subsidies toegekend via projectoproepen. De regionale financiering bedraagt 70 tot 75%, de rest wordt gedragen door de gemeenten.

Mijn vragen zijn de volgende:

- Kunt u de lage regionale subsidies voor Oudergem bevestigen en toelichten?
- Kunt u ons verduidelijken of er projecten werden ingediend door de gemeente en wat het doel ervan was?
- Werden sommige van deze projecten afgewezen door de regio en zo ja, om welke redenen?
- Was er een gemeentelijk budget gereserveerd om de 25 tot 30% niet-gesubsidieerde kosten van deze projecten te dekken?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

2 annexes / 2 bijlagen

page,LS_QUOTIDIEN,20250301,WALLONIE,1,35.pdf,

page,LS_QUOTIDIEN,20250301,WALLONIE,1,34.pdf

21 Question orale de Monsieur Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre) : système d'inscription en crèche

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers Collègues,

Depuis 2020, la commune d'Auderghem a mis en place avec succès un système d'inscription centralisé en ligne permettant aux futurs parents d'inscrire facilement leurs enfants dans les différentes crèches communales. Outre l'inscription centralisée, ce logiciel novateur développé à l'initiative d'Auderghem regroupe différentes fonctions utiles à la gestion d'une crèche, telles une facturation automatisée, l'encodage des horaires du personnel, la prévision de leurs congés, les menus des enfants ou le calendrier des vaccins, par exemple.

Il y a quelques semaines, la presse faisait l'écho du lancement par l'ONE d'une nouvelle propre plateforme.

Dans son dépliant de promotion, l'ONE explique avoir mis en place un logiciel de pré demande permettant au citoyen de suivre l'évolution de sa demande de place directement dans l'application, de recevoir des notifications des milieux d'accueil ou des communications de l'ONE

L'encodage des demandes permettrait à l'ONE de mieux guider les futures ouvertures de place d'accueil en fonction des besoins locaux.

Dans ce contexte, je souhaiterais vous poser quelques questions afin de mieux comprendre les implications pour notre commune :

1. Avez-vous eu des informations particulières concernant cette annonce de l'ONE
2. Les communes et les crèches ont-elles été consultées en amont du développement de cette nouvelle plateforme de l'ONE ? Avez-vous eu des informations particulières concernant cette annonce de l'ONE ?
3. Quelles sont les principales différences entre le système actuellement utilisé par la commune d'Auderghem et celui proposé par l'ONE ?
4. Le système mis en place par l'ONE est-il destiné à devenir obligatoire à terme pour toutes les crèches relevant de son réseau ?
5. Quels sont les impacts organisationnels et/ou budgétaires potentiels pour notre commune suite à la mise en place éventuelle de cette nouvelle plateforme de l'ONE ?

Je vous remercie d'avance pour votre réponse.

**Mondelinge vraag van de Heer Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre):
inschrijvingssysteem voor kinderopvang**

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester,
Dames en Heren Schepenen,
Beste Collega's,

Sinds 2020 heeft de gemeente Auderghem met succes een centraal online inschrijvingssysteem geïmplementeerd, waarmee toekomstige ouders hun kinderen eenvoudig kunnen inschrijven in de verschillende gemeentelijke kinderopvangcentra. Naast de gecentraliseerde inschrijving biedt deze innovatieve software, ontwikkeld op initiatief van Auderghem, verschillende functies die nuttig zijn voor het beheer van een kinderopvang, zoals automatische facturering, het inplannen van de werktijden van het personeel, het plannen van hun verlof, de menu's voor de kinderen of het vaccinatieschema, bijvoorbeeld.

Enkele weken geleden werd in de pers gemeld dat de ONE een nieuw eigen platform heeft gelanceerd.

In haar promotiefolder legt de ONE uit dat ze een aanvraagsoftware heeft ontwikkeld waarmee de burger de voortgang van zijn aanvraag voor een plaats rechtstreeks in de applicatie kan volgen en meldingen van opvangcentra of communicatie van de ONE kan ontvangen.

Het registreren van de aanvragen zou de ONE in staat stellen om toekomstige plaatsingen beter af te stemmen op de lokale behoeften.

In dit kader zou ik u enkele vragen willen stellen om de implicaties voor onze gemeente beter te begrijpen:

1. Heeft u specifieke informatie ontvangen met betrekking tot deze aankondiging van de ONE?
2. Werden de gemeenten en de kinderopvangcentra geraadpleegd voordat de ontwikkeling van dit

nieuwe platform van de ONE begon? Heeft u specifieke informatie ontvangen over deze aankondiging van de ONE?

3. Wat zijn de belangrijkste verschillen tussen het systeem dat momenteel door de gemeente Auderghem wordt gebruikt en dat van de ONE?
4. Is het systeem dat door de ONE is geïmplementeerd bedoeld om op termijn verplicht te worden voor alle kinderopvangcentra die onder haar netwerk vallen?
5. Wat zijn de mogelijke organisatorische en/of budgettaire gevolgen voor onze gemeente na de mogelijke implementatie van dit nieuwe platform van de ONE?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoord.

22 **Question orale de Monsieur Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre) : gestion de certains cas de divorce par l'Officier de l'État Civil (Complémentaire)**

M. le Président, Mme la Bourgmestre, mesdames et messieurs les échevins, cher public, cher collègue
Plusieurs journaux ont rapporté la volonté de la Ministre de la Justice d'autoriser légalement les officiers de l'état civil à acter les divorces par consentement mutuel si aucun enfant mineur n'est concerné. Cette mesure viserait à désengorger les tribunaux, sujet pour lequel l'État Belge a été de nombreuses fois condamné au niveau européen.

S'il est louable de vouloir décharger des tribunaux encombrés, de permettre aux juges de se concentrer sur les cas les plus complexes, et réduire le délai d'attente (qui est d'environ 8 mois pour un divorce), ceci ne peut se faire sans transfert de moyens ni sans être attentif à ce que les fonctionnaires concernés ait toute la compétence pour effectuer ces tâches.

J'aimerais dès lors vous poser les questions suivantes :

- Avez-vous une idée du calendrier de la mise en place de cette mesure ?
- Quelles seront les modalités pratiques de tels divorces ?
- Des protections juridiques sont-elles prévues pour s'assurer que toutes les parties ont bien été informées de leurs droits (par exemple de pension alimentaire), par exemple via la consultation de juristes?
- Pouvez-vous estimer le surcroît de charge de travail que cela représentera pour la commune ?
- Cette mesure nécessitera-t-elle l'aménagement d'un espace spécifique au sein de l'administration communale ?
- Quelle formation sera dispensée aux agents communaux pour assumer cette nouvelle mission ?
- Une quelconque compensation est-elle prévue de la part du Fédéral pour aider les communes à faire face à ce report de charge ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Mondelinge vraag van de Heer Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre): beheer van bepaalde echtscheidingszaken door de ambtenaar van de burgerlijke stand (Aanvullend)

Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Burgemeester, Dames en heren Schepenen, Geachte publiek, beste collega,

Verschillende kranten hebben bericht over de wens van de Minister van Justitie om de burgerlijke standambtenaren legaal toe te staan om echtscheidingen op basis van wederzijds akkoord vast te leggen, mits er geen minderjarig kind bij betrokken is. Deze maatregel zou erop gericht zijn de rechtbanken te ontlasten, een onderwerp waarvoor de Belgische Staat herhaaldelijk door Europa is veroordeeld.

Hoewel het prijzenswaardig is om de rechtbanken te ontlasten, rechters in staat te stellen zich te concentreren op de complexere zaken en de wachttijd (die ongeveer 8 maanden bedraagt voor een echtscheiding) te verkorten, kan dit niet gebeuren zonder een overdracht van middelen en zonder ervoor te zorgen dat de betrokken ambtenaren de nodige deskundigheid hebben om deze taken uit te voeren.

Ik zou u dan ook de volgende vragen willen stellen:

- Heeft u een idee van de tijdslijn voor de implementatie van deze maatregel?
- Wat zullen de praktische modaliteiten zijn voor dergelijke echtscheidingen?
- Zijn er juridische bescherming voorzien om ervoor te zorgen dat alle partijen goed geïnformeerd zijn over hun rechten (bijvoorbeeld alimentatie), bijvoorbeeld via raadpleging van juristen?
- Kunt u de bijkomende werkbelasting voor de gemeente inschatten?
- Zal er een specifieke ruimte binnen de gemeentelijke administratie moeten worden ingericht voor deze maatregel?
- Welke opleiding wordt er voorzien voor de gemeentelijke ambtenaren om deze nieuwe taak op zich te nemen?
- Is er enige compensatie voorzien van de federale overheid om de gemeenten te helpen met deze lastenverzwaring?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

23 Question orale de Madame Emmanuelle Poznanski (PS) : collectes hebdomadaires des déchets ménagers (Complémentaire)

Madame La Bourgmestre,
Monsieur Le Président,
Mesdames et Messieurs les échevins,
Chers collègues,

Depuis plusieurs mois, les habitants et habitantes de certains quartiers d'Auderghem, principalement les quartiers où se concentrent les grands immeubles de logements se plaignent de la présence massive, regroupés en tas de sacs poubelles sur les trottoirs avant les collectes hebdomadaires.

Cette situation soulève plusieurs problèmes préoccupants :

1. Un problème de qualité de vie : Malgré les horaires de dépôt réglementaires, beaucoup d'habitantes et habitants préfèrent sortir leurs poubelles en quittant leur domicile le matin. Une pratique qui peut sembler compréhensible lorsque l'on jongle avec des horaires chargés liés au travail et avec ses enfants, mais qui engendre, en conséquence, l'accumulation de véritables "montagnes" de sacs au pied des grands immeubles, notamment sur l'avenue Lebon. Ces amoncellements dégradent l'espace public pendant plus de 24 heures et nuisent au cadre de vie des riveraines et riverains.
2. Une augmentation de la population des renards en ville : Le centre de soins pour la faune sauvage observe une augmentation spectaculaire des renards à Bruxelles : 21 recueillis en 2015 contre 102 en 2024. Cette prolifération est directement liée à la disponibilité de nourriture en milieu urbain, dont les sacs-poubelles sont une source abondante. Pour protéger cette espèce et éviter qu'elle ne soit requalifiée en "nuisible" avec des mesures de destruction à la clé (et c'est le centre de soin qui le dit), il est essentiel d'agir sur l'une des causes principales : l'accès facile aux déchets et restes alimentaires.
3. Un enjeu de santé publique : Ces mêmes renards peuvent être porteurs de maladies transmissibles (telles que la gale), posant ainsi un risque sanitaire pour la population.

Nous sommes bien conscients que le ramassage des déchets ménagers est de la compétence du Bruxelles-Propreté, soit la Région. Il n'empêche que la commune peut faire des propositions et mettre en place des solutions adaptées. De plus la propreté dans les rues d'Auderghem relève directement de compétences communales.

Dès lors, quelles actions concrètes envisagez-vous pour répondre à ces problématiques ?

Quelles mesures comptez-vous appliquer pour faire respecter les horaires de dépôts des sacs poubelles en espace public ?

Je vous remercie pour vos réponses et pour l'attention que vous porterez à cette question essentielle

Mondelinge vraag van mevrouw Emmanuelle Poznanski (PS): wekelijkse huisvuilophaling (Aanvullend)

Mevrouw de Burgemeester,
Mijnheer de Voorzitter,
Geachte Schepenen,
Beste collega's,

Sinds meerdere maanden klagen de bewoners van bepaalde wijken in Oudergem – vooral de wijken met grote appartementsgebouwen – over de massale aanwezigheid van in hopen verzamelde vuilniszakken op de trottoirs vóór de wekelijkse ophalingen.

Deze situatie roept meerdere verontrustende problemen op:

1. Een probleem van levenskwaliteit: Ondanks de reglementaire uren voor het buitenzetten van vuilnis, verkiezen veel bewoners hun vuilniszakken 's ochtends buiten te zetten wanneer ze hun woning verlaten. Dit gedrag is begrijpelijk gezien de drukke werk- en gezinsverplichtingen, maar leidt tot ware “bergen” vuilniszakken aan de voet van grote gebouwen, met name op de Lehonlaan. Deze ophopingen ontsieren de openbare ruimte gedurende meer dan 24 uur en schaden de leefomgeving van de buurtbewoners.
2. Een toename van de vossenpopulatie in de stad: Het opvangcentrum voor wilde dieren meldt een spectaculaire stijging van het aantal vossen in Brussel: 21 opgevangen in 2015 tegenover 102 in 2024. Deze toename houdt rechtstreeks verband met de beschikbaarheid van voedsel in stedelijke gebieden, waarbij vuilniszakken een overvloedige voedselbron vormen. Om deze soort te beschermen en te vermijden dat ze als “schadelijk” wordt bestempeld met mogelijke vernietigingsmaatregelen tot gevolg (zoals het opvangcentrum zelf aangeeft), is het essentieel om een van de belangrijkste oorzaken aan te pakken: de gemakkelijke toegang tot afval en voedselresten.
3. Een kwestie van volksgezondheid: Deze vossen kunnen drager zijn van overdraagbare ziektes (zoals schurft), wat een gezondheidsrisico vormt voor de bevolking.

We zijn ons ervan bewust dat de ophaling van huisvuil onder de bevoegdheid valt van Net Brussel, dus van het Gewest. Toch kan de gemeente voorstellen doen en passende oplossingen invoeren. Bovendien valt de netheid van de straten in Oudergem wel degelijk onder de gemeentelijke bevoegdheden.

Daarom:

Welke concrete acties overweegt u om deze problemen aan te pakken?

Welke maatregelen zult u toepassen om ervoor te zorgen dat de reglementaire uren voor het buitenzetten van vuilniszakken in de openbare ruimte worden nageleefd?

Ik dank u voor uw antwoorden en voor de aandacht die u zult besteden aan deze essentiële kwestie voor het dagelijks welzijn in onze wijken.

Emmanuelle Poznanski

Fractie leider PS – Oudergem

24 Question orale de Monsieur Martin Willemart (MR-Les Engagés-VLD-CDV) : initiatives ClassContact et Bednet (Complémentaire)

Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins et Echevins,

Chers collègues,

Plusieurs écoles en Région bruxelloise, et certainement dans notre commune, accueillent des élèves qui, en raison d'une maladie de longue durée, se retrouvent dans l'incapacité de suivre une scolarité

en présentiel.

S'il existe bien un enseignement spécialisé de forme 4 pour les enfants hospitalisés et/ou porteurs de handicaps physiques lourds, il n'existe actuellement aucun service pour les enfants atteints d'une maladie ou souffrant d'un traumatisme grave et qui ne peuvent pas suivre les cours dans l'enseignement ordinaire où ils sont inscrits pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Le lien qu'ils doivent garder avec leur(s) enseignant(s) dépend entièrement de celui-ci ou de ceux-ci et l'organisation de ce lien peut parfois être très lourde.

Une initiative comme celle de l'ASBL ClassContact (pour les écoles francophones) ou celle de Bednet (pour les écoles néerlandophones) permet au jeune de rester en contact avec sa classe et ses camarades, favorisant ainsi la poursuite des apprentissages et entretenant le lien social indispensable à l'épanouissement du jeune. Sa réintégration scolaire est ainsi grandement facilitée.

L'ASBL Class Contact met un laptop à la disposition du jeune et en installe un autre avec des caméras dans la classe. Le jeune peut ainsi assister aux cours en direct. Il peut participer et poser des questions aux enseignants. Il profite gratuitement des services de ClassContact durant toute la période d'absence de l'école. A l'initiative des Engagé-e-s, un montant de 200.000 euros a été inscrit dans le budget de l'enseignement pour soutenir cette ASBL.

En complément des services précieux offerts par l'EsPAS (Espace Prévention et actions scolaires) d'Auderghem, un recours à des initiatives comme Class Contact ou Bednet peut véritablement aider à la réussite scolaire d'un jeune momentanément éloigné de l'école. Ces initiatives sont cependant mal connues et méritent d'être diffusées dans nos écoles et dans le public.

Un enfant malade reste avant tout un enfant. En lui offrant la possibilité de poursuivre sa scolarité, nous faisons bien plus que lui transmettre des savoirs : nous l'aidons à maintenir un lien social précieux et à continuer à rêver.

Mes questions sont les suivantes :

1. La commune est-elle prête à affirmer ou renouveler son engagement en faveur d'une éducation inclusive permettant aux élèves éloignés de l'école pour raison médicale de bénéficier d'un enseignement adapté à distance, en interaction avec leurs enseignants et camarades ?
2. Le Collège communal est-il disposé à mettre en place un dispositif pilote d'accompagnement numérique pour les élèves malades de longue durée dans les écoles communales d'Auderghem, en complément des services précieux offerts par l'EsPAS (Espace Prévention et actions scolaires) d'Auderghem et en s'appuyant sur des partenaires tels que ClassContact (enseignement francophone) et Bednet (enseignement néerlandophone), afin que ces écoles puissent systématiquement recourir à ces solutions lorsqu'un élève en a besoin ?
3. Le collège communal est-il prêt à envoyer une communication aux écoles auderghemoises non-communales afin de les inciter à faire appel à ClassContact (enseignement francophone) ou Bednet (enseignement néerlandophone) ?
4. Le collège communal est-il prêt à encourager les directions d'écoles à sensibiliser les familles sur les dispositifs existants et à favoriser leur mise en place lorsqu'un élève est concerné ?
5. Le collège communal est-il prêt à assurer un suivi de cette initiative et d'en évaluer l'impact, afin de proposer à terme une intégration structurelle de l'enseignement à distance pour les élèves concernés ?

Je vous remercie par avance de vos réponses.

Martin Willemart

MR Open VLD Les Engagés

Mondelinge vraag van Mijnheer Martin Willemart (MR-Les Engagés-VLD-CDV): acties ClassContact en Bednet (Aanvullend)

Mevrouw de Burgemeester,

Geachte Schepenen,

Beste collega's,

Verschillende scholen in het Brussels Gewest, en ongetwijfeld ook in onze gemeente, ontvangen

leerlingen die door een langdurige ziekte niet in staat zijn om fysiek onderwijs te volgen. Hoewel er inderdaad type 4 buitengewoon onderwijs bestaat voor kinderen die gehospitaliseerd zijn en/of met zware fysieke beperkingen kampen, is er momenteel geen dienst die zich richt op kinderen met een ernstige ziekte of trauma die tijdelijk niet naar het gewoon onderwijs kunnen gaan waar ze zijn ingeschreven — soms voor meerdere weken of zelfs maanden. Het behoud van de band met hun leerkrachten hangt volledig af van die leerkrachten zelf, en die organisatie kan erg belastend zijn. Een initiatief zoals dat van de vzw ClassContact (voor Franstalige scholen) of Bednet (voor Nederlandstalige scholen) laat het kind toe om in contact te blijven met zijn of haar klas en klasgenoten, wat de voortzetting van het leerproces bevordert en de sociale band onderhoudt die zo belangrijk is voor de ontwikkeling van het kind. De schoolhervatting wordt hierdoor aanzienlijk vergemakkelijkt.

De vzw ClassContact stelt een laptop ter beschikking van de leerling en plaatst een tweede toestel met camera's in het klaslokaal. De leerling kan zo live de lessen volgen, deelnemen aan de les en vragen stellen aan de leerkrachten. De diensten van ClassContact zijn volledig gratis gedurende de hele periode van afwezigheid op school. Op initiatief van Les Engagé-e-s werd een bedrag van 200.000 euro ingeschreven in de onderwijsbegroting om deze vzw te ondersteunen.

Als aanvulling op de waardevolle ondersteuning van EsPAS (Espace Prévention et Actions Scolaires) in Oudergem, kunnen initiatieven zoals ClassContact of Bednet echt het verschil maken voor de onderwijskansen van een kind dat tijdelijk niet naar school kan gaan. Toch zijn deze initiatieven weinig bekend en verdienen ze meer zichtbaarheid binnen onze scholen en bij het brede publiek. Een ziek kind blijft bovenal een kind. Door hem of haar de mogelijkheid te bieden om met de klas verbonden te blijven, doen we veel meer dan kennis overdragen: we helpen het kind om sociale banden te behouden en om te blijven dromen.

Mijn vragen zijn als volgt:

1. Is het gemeentebestuur bereid om zijn engagement te bevestigen of te vernieuwen voor inclusief onderwijs, zodat leerlingen die om medische redenen tijdelijk niet naar school kunnen, toch kunnen genieten van aangepast afstandsonderwijs in interactie met hun leerkrachten en klasgenoten?
2. Is het College bereid om een pilootproject op te starten voor digitale begeleiding van langdurig zieke leerlingen in de gemeentelijke scholen van Oudergem, als aanvulling op de diensten van EsPAS en in samenwerking met partners zoals ClassContact (voor Franstalig onderwijs) en Bednet (voor Nederlandstalig onderwijs), zodat deze oplossingen systematisch gebruikt kunnen worden wanneer een leerling er nood aan heeft?
3. Is het College bereid om een communicatie te sturen naar de niet-gemeentelijke scholen in Oudergem, om hen aan te moedigen gebruik te maken van ClassContact of Bednet?
4. Is het College bereid om schooldirecties aan te moedigen om ouders te informeren over bestaande initiatieven en de implementatie ervan te ondersteunen wanneer een leerling getroffen is?
5. Is het College bereid om deze initiatieven op te volgen en de impact ervan te evalueren, met het oog op een structurele integratie van afstandsonderwijs voor de betrokken leerlingen?

Ik dank u alvast voor uw antwoorden.
 Martin Willemart
 MR – Open VLD – Les Engagés

25 Question orale de Monsieur Alan Lenget et de Madame Zora Molenberg Clerbaux (ECOLOGROEN) : prévention des dynamiques de deal à Auderghem (Complémentaire)

Monsieur le Président
 Madame la Bourgmestre,
 Mesdames et Messieurs les membres du Collège,
 Chers collègues,

Auderghem fait face à des préoccupations récurrentes liées à la présence de points de deal dans plusieurs quartiers, notamment autour du Centre Culturel, du Shopping, de la chaussée de Wavre et de la Promenade verte. Suite à une question de la majorité au dernier conseil de police, le Chef de Corps a récemment évoqué une “vigilance accrue” sans qualifier ces zones de “hot spots”.

Les aspects répressifs sont nécessaires mais ils ne peuvent seul répondre à la situation.

Le nouveau procureur du Roi, qui avait fait de la répression son argument principal, crie déjà à l’escroquerie devant les fausses promesses de la coalition Arizona.

La prévention a donc un rôle encore plus essentiel face à ces dynamiques de deal qui s’installent dans les quartiers.

Les éducateurs de rue, acteurs et actrices de première ligne dans l’espace public, jouent un rôle stratégique dans la prévention des trafics, en désamorçant des dynamiques de rue et en développant l’accompagnement des jeunes vulnérables. Leur présence ciblée dans les zones sensibles a permis, dans d’autres communes bruxelloises, de réduire les tensions, d’occuper l’espace public positivement et de réorienter les jeunes vers des trajectoires constructives. In fine, réduire à portion congrue les zones de deal.

À Auderghem, la maison de la prévention nous semble disposer de travailleurs et travailleuses sociaux de rue. Cependant, nous nous interrogeons sur l’adéquation de leur action face aux enjeux concrets liés aux dynamiques de deal identifiés sur notre territoire et par extension aux assuétudes.

Nos questions sont les suivantes :

1. La prévention des dynamiques de deal est-elle clairement intégrée au mandat et aux priorités des éducateurs et éducatrices de rue ? Sont-ils spécifiquement mobilisés dans les zones sensibles identifiées ?
2. Quels sont les mécanismes de coordination entre les éducateurs de rue, les services de police, les gardiens de la paix et les autres acteurs et actrices sociales pour assurer une action préventive cohérente et ciblée dans ces quartiers ?
3. Le Collège envisage-t-il un renforcement de ce dispositif, que ce soit en termes de formation, de présence dans l’espace public ou de redéfinition de missions, comme cela se fait dans d’autres communes ?

Nous vous remercions d’avance pour vos réponses.

Pour le groupe Ecolo-Groen,

Alan Lenglet

Zora Molenberg Clerbaux

Mondelinge vraag van de Heer Alan Lenglet en Mevrouw Zora Molenberg Clerbaux (ECOLO-GROEN): preventie van drugshandel in Oudergem. (Aanvullend)

Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw de Burgemeester,

Geachte leden van het College,

Beste collega’s,

Oudergem wordt herhaaldelijk geconfronteerd met bezorgdheden over de aanwezigheid van dealpunten in verschillende wijken, met name rond het Cultureel Centrum, het winkelcentrum, de Waversesteenweg en de Groene Wandeling. Tijdens de laatste politieraad verwees de korpschef, naar aanleiding van een vraag van de meerderheid, naar een “verhoogde waakzaamheid”, zonder deze zones te bestempelen als echte “hotspots”.

Repressieve maatregelen zijn noodzakelijk, maar volstaan op zich niet om deze situatie het hoofd te bieden.

De nieuwe procureur des Konings, die net op repressie zijn voornaamste speerpunt maakte, klaagt nu al over de valse beloften van de Arizona-coalitie.

Preventie speelt dan ook een des te crucialere rol bij het aanpakken van deze dealdynamieken die zich in de wijken nestelen.

Straathoekwerkers, als eerstelijnsactoren in de publieke ruimte, vervullen een strategische rol in de preventie van drugshandel. Zij kunnen spanningen op straat helpen ontmijnen en kwetsbare jongeren

begeleiden. In andere Brusselse gemeenten heeft hun gerichte aanwezigheid in gevoelige zones geleid tot een vermindering van spanningen, een positieve herovering van de openbare ruimte en een heroriëntering van jongeren naar constructieve trajecten. Uiteindelijk heeft dit bijgedragen aan het terugdringen van dealzones.

In Oudergem lijkt het Preventiehuis te beschikken over straathoekwerkers. Toch stellen wij ons vragen over de afstemming van hun werk op de concrete uitdagingen die te maken hebben met de dealdynamieken op ons grondgebied — en bij uitbreiding met verslavingsproblematieken.

Onze vragen zijn als volgt:

1. Is de preventie van dealdynamieken expliciet opgenomen in het mandaat en de prioriteiten van de straathoekwerkers? Worden zij specifiek ingezet in de als gevoelig geïdentificeerde zones?
2. Welke coördinatiemechanismen bestaan er tussen straathoekwerkers, politiediensten, gemeenschapswachten en andere sociale actoren, om een coherente en gerichte preventieve aanpak in deze wijken te verzekeren?
3. Overweegt het College een versterking van dit preventieve apparaat, hetzij via extra vorming, verhoogde aanwezigheid in de publieke ruimte, of een herdefiniëring van de opdrachten – zoals ook in andere gemeenten gebeurt?

Wij danken u alvast voor uw antwoorden.

Namens de fractie Ecolo-Groen,

Alan Lenglet

Zora Molenberg Clerbaux

26 **Question orale de Monsieur François Lebovy et de Madame Élise Willame (ECOLO-GROEN) : la sécurité pour les cyclistes (Complémentaire)**

Monsieur le Président,

Madame la Bourgmestre,

Mesdames les Échevines et Messieurs les Échevins,

Chers collègues, Du 9 au 11 mai, aura lieu un festival culinaire au Boulevard du Souverain en face du Centre Culturel d'Auderghem. Ce festival est l'occasion de se délecter de nombreuses cuisines différentes. C'est un moment de convivialité qui fédère différents services de la Commune et qui rassemble les auderghemoises et auderghemois. Ce festival sera suivi d'autres festivités cet été.

Lors des dernières éditions, la piste cyclable qui passe par la berme centrale était touchée par les installations du festival. Des détours étaient alors proposés faisant passer les cyclistes par des rues moins sécurisées que les pistes cyclables. Rappelons que cet endroit d'Auderghem voit passer non seulement des cyclistes qui traversent la commune (en moyenne 1500 passages quotidiens) mais également beaucoup d'enfants et adolescents car il y a de nombreuses écoles dans les rues avoisinantes. À ces déviations pas toujours simples s'ajoute aussi la difficulté pour les cyclistes d'atteindre le festival et de pouvoir y laisser son vélo en sécurité. Il y avait été question lors de la précédente législature de pouvoir transformer une bande de circulation automobile en piste cyclable pour l'occasion. Une solution proposée dans un plan de Bruxelles Mobilité. Des associations de piétons et de cyclistes avaient été consultées à ce propos. Cette idée n'avait pas été retenue. Il nous semble que cela avait reçu un avis négatif de la zone de Police.

Nos questions sont les suivantes :

- Pour cette édition, quelles seront les solutions proposées pour préserver au mieux la piste cyclable lors de l'événement, de son installation et de la remise en place après celui-ci ?
- Quelles sont les aménagements pour permettre l'accessibilité de toutes et tous au festival ?
- Avez-vous eu l'occasion de réfléchir avec les piétons et cyclistes aux différentes solutions possibles ?
- Est-ce que le groupe de travail appelé « Commission Vélo » pourrait redevenir un groupe pour échanger à propos des aménagements susceptibles de toucher les piétons et cyclistes ?

Mondelinge vraag van de Heer François Lebovy en mevrouw Élise Willame (ECOLO-GROEN): veiligheid voor fietsers (Aanvullend)

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Geachte Schepenen,
Beste collega's,

Van 9 tot 11 mei vindt er een culinair festival plaats op de Vorstlaan, tegenover het Cultureel Centrum van Oudergem. Dit festival is een gelegenheid om te genieten van diverse wereldkeukens. Het is een gezellig moment dat verschillende gemeentelijke diensten samenbrengt en de inwoners van Oudergem verenigt. In de zomer volgen nog andere festiviteiten.

Tijdens de vorige edities werd het fietspad op de middenberm van de laan ingenomen door installaties van het festival. Er werden omleidingen voorgesteld, maar deze leidden fietsers langs minder veilige straten dan de gebruikelijke fietspaden. Ter herinnering: dit deel van Oudergem telt gemiddeld 1.500 fietsers per dag, waaronder veel kinderen en jongeren, gezien het grote aantal scholen in de buurt.

Bovendien bemoeilijken deze omleidingen ook de bereikbaarheid van het festival per fiets, en is het niet evident om er een fiets veilig te kunnen stallen.

Tijdens de vorige legislatuur werd er gesproken over de mogelijkheid om een rijstrook voor auto's tijdelijk om te vormen tot een fietspad. Dit voorstel maakte deel uit van een plan van Brussel Mobiliteit. Fiets- en voetgangersverenigingen werden hierover geraadpleegd. Uiteindelijk werd het idee niet weerhouden — naar verluidt op basis van een negatief advies van de politiezone.

Onze vragen zijn als volgt:

- Welke oplossingen worden er dit jaar voorzien om het fietspad zoveel mogelijk te vrijwaren tijdens het festival, zowel bij de opbouw, tijdens het evenement als bij het afbreken?
- Welke voorzieningen worden getroffen om de toegankelijkheid van het festival voor iedereen te garanderen, inclusief voetgangers, fietsers en mensen met beperkte mobiliteit?
- Werd er overleg gepleegd met voetgangers- en fietsersverenigingen over de mogelijke oplossingen?
- Kan de werkgroep “Fietscommissie” opnieuw worden geactiveerd als forum om te overleggen over geplande inrichtingen die voetgangers en fietsers kunnen beïnvloeden?

Namens de Ecolo-Groen-fractie,
François Lebovy
Élise Willame

27 Question orale de Mesdames Zora Molenberg Clerbaux et Noémie Dekoninck (ECOLO-GROEN) : les contributions alimentaires non payées (Complémentaire)

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège et du Conseil,
Cher public,

Les violences économiques constituent une réalité encore trop méconnue, mais qui touche de nombreuses femmes, notamment après une séparation. Le non-paiement des contributions alimentaires plonge des milliers de familles monoparentales, majoritairement des mères, dans une situation de précarité.

Malgré l'existence de dispositifs comme Le Service des Créances Alimentaires (SECAL) qui assure le versement de contributions en cas d'impayés, près de la moitié des parents concernés ne perçoivent pas régulièrement ou jamais les contributions alimentaires qui leur sont dues et éprouvent des difficultés à enclencher des procédures pour les récupérer. Cette situation résulte d'un cumul de

facteurs : complexité administrative, méconnaissance des droits et manque d'accès à des services adaptés. Ces lacunes institutionnelles renforcent les inégalités et maintiennent les victimes dans une dépendance économique, en majorité les femmes.

Face à ces obstacles, la ligue des familles conseille la mise en place d'un bureau communal dédié à la lutte contre les contributions alimentaires impayées. C'est une initiative pragmatique pour répondre aux besoins immédiats des citoyennes et citoyens. Ce bureau pourra jouer un rôle pivot en informant les citoyennes et citoyens sur leurs droits, en les guidant dans les démarches administratives, et en facilitant l'accès à des mécanismes comme le SECAL, la saisie par huissier ou la délégation de sommes.

Cette initiative contribuera à renforcer la protection des victimes et à prévenir la précarité liée au non-paiement des créances alimentaires. Ce bureau sera une ressource essentielle pour assurer une justice accessible et lutter contre les violences économiques de manière proactive.

Une large campagne d'information sur la création de ce service communal pourra également sensibiliser la population et instaurer une culture de responsabilisation autour des obligations financières liées à la séparation.

Pour le groupe Ecolo-Groen, même si ces dispositifs ne relèvent pas du niveau communal, il est essentiel de les relayer et de contribuer activement à la promotion de l'aide et à la sensibilisation aux droits.

Dans ce contexte, le groupe Ecolo-Groen souhaite poser les questions suivantes :

- Existe-t-il un service communal ou une collaboration avec des associations pour accompagner les parents dans leurs démarches auprès du SECAL ? Si pas, est-ce que la majorité pourrait l'envisager ?
- La commune envisage-t-elle des actions pour sensibiliser et informer les citoyennes et citoyens sur leurs droits en matière de contributions alimentaires et sur les dispositifs d'aide existants ?

Nous vous remercions pour vos réponses.

Pour le groupe Ecolo-Groen, Zora Molenberg Clerbaux

Noémie Dekoninck

Mondelinge vraag van mevrouwen Zora Molenberg Clerbaux en Noémie Dekoninck (ECOLOGROEN): onbetaalde onderhoudsbijdragen (Aanvullend)

Mevrouw de Burgemeester,

Geachte leden van het College en de Gemeenteraad,

Beste aanwezigen,

Economisch geweld is een realiteit die nog te weinig bekend is, maar die veel vrouwen treft, vooral na een scheiding. Het niet betalen van onderhoudsbijdragen brengt duizenden eenoudergezinnen – voornamelijk moeders – in een situatie van armoede.

Ondanks het bestaan van diensten zoals de Dienst voor Alimentatievorderingen (DAVO), die instaat voor de betaling van bijdragen in geval van wanbetaling, ontvangt bijna de helft van de betrokken ouders hun onderhoudsbijdragen niet regelmatig of zelfs nooit. Bovendien ondervinden ze moeilijkheden om procedures op te starten om die bedragen terug te vorderen. Deze situatie is het gevolg van een combinatie van factoren: administratieve complexiteit, onvoldoende kennis van rechten en gebrek aan toegang tot aangepaste diensten. Deze institutionele tekortkomingen versterken de ongelijkheid en houden slachtoffers, meestal vrouwen, in economische afhankelijkheid.

Om deze obstakels het hoofd te bieden, stelt de Gezinsbond voor om een gemeentelijk loket op te richten dat zich toelegt op de strijd tegen onbetaalde onderhoudsbijdragen. Dit is een pragmatisch initiatief dat inspeelt op de onmiddellijke behoeften van burgers. Dit loket zou een centrale rol kunnen spelen in het informeren van burgers over hun rechten, het begeleiden in administratieve procedures, en het vergemakkelijken van de toegang tot mechanismen zoals DAVO, loonbeslag of de delegatie van gelden.

Dit initiatief zou bijdragen aan een betere bescherming van slachtoffers en armoede als gevolg van onbetaalde onderhoudsbijdragen helpen voorkomen. Dit loket zou een essentiële hulpbron vormen om toegankelijke rechtvaardigheid te garanderen en economisch geweld proactief te bestrijden.

Een brede informatiecampagne over de oprichting van deze gemeentelijke dienst zou de bevolking kunnen sensibiliseren en bijdragen aan een cultuur van verantwoordelijkheid rond financiële verplichtingen na een scheiding.

Voor de Ecolo-Groen-fractie, ook al vallen deze instrumenten niet onder de bevoegdheid van de gemeente, is het belangrijk ze te ondersteunen en actief bij te dragen aan het bevorderen van hulp en het bewustmaken van rechten.

In dit kader stelt de Ecolo-Groen-fractie volgende vragen:

- Bestaat er een gemeentelijke dienst of een samenwerking met verenigingen om ouders te begeleiden in hun stappen richting DAVO? Indien niet, zou de meerderheid dit willen overwegen?
- Overweegt de gemeente acties om burgers te informeren en bewust te maken van hun rechten inzake onderhoudsbijdragen en van de bestaande hulpmechanismen?

Wij danken u voor uw antwoorden.

Namens de Ecolo-Groen-fractie,

Zora Molenberg Clerbaux

Noémie Dekoninck